



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 9 MARS 1940

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 9TH, 1940

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE"

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate), chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate), chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure), each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure), each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by bank or postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

1017—9—9—0

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

1018—9—9—0

Lettres Patentes

"Holliday Publications Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1940, constituant en corporation: Gordon Matthew Pender, Alfred Melrose West, avocats, et Dorothea Reid, fille majeure usant de ses droits, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, publier, diriger et faire circuler ou autrement faire le commerce de tous journaux publications commerciales ou autres publications et généralement exercer les opérations d'éditeurs de journaux et publicistes en général; exercer, si et lorsque la chose semblera désirable, le négoce ou le commerce d'imprimeurs, lithographeurs, graveurs et agents de publicité en général; bâtir, construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir ou aménager tous édifices, bureaux, boutiques, usines et machines ou autres choses nécessaires ou utiles à l'exécution des objets de la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits de brevets, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et

Letters Patent

"Holliday Publications Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1940, incorporating: Gordon Matthew Pender, Alfred Melrose West, advocates, and Dorothea Reid, fille majeure usant de ses droits, stenographer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, print, publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers or trade or other publications, and generally to carry on the business of newspaper proprietors and general publishers; to carry on, if and when it shall seem desirable, the trade or business of general printers, lithographers, engravers and advertising agents; to build, construct, erect, purchase, hire, or otherwise acquire or provide any buildings, offices, workshops, plant and machinery or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, patent rights, trade marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any

engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptible de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque desdits objets, et obtenir desdites autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fiducies et convenances susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens et accorder des pensions et allocations et payer des primes d'assurances pour eux, sujet au consentement préalable du surintendant des assurances de la province de Québec, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou tout objet d'utilité publique ou générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fin qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Construire, embellir, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes routes, chemins, voies d'évitement ou embranchements, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électrique, ateliers, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront directement ou indirectement de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux tels pouvoirs devant être accordés et exercés sur les propriétés de la compagnie seulement ou sur celles dont elle a le contrôle et pour les seules fins de son commerce et de son industrie;

person or company carrying on, any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec; and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouse, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interest, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof, such power to be granted and to be exercised on the property of the company only or on that under its control and for the sole purpose of its commerce or industry;

Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquels elle se propose de faire affaires ou avec toute compagnie dont cette compagnie détient des actions;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir et exercer exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et employer l'une quelconque des actions de la compagnie, ses obligations et ses biens pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie de tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute telle personne avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits ou les industries de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvre d'art ou de valeurs, par la publication de livres et revue périodiques;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

Émettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers achetés ou autrement acquis par la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à la formation et à l'organisation d'icelle, ou que la compagnie considérera comme préliminaires;

Établir des agences et succursales;

Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie;

To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any person with whom the company has business relations;

To adopt such means of making known the products or business of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

To establish agencies and branches;

To carry on all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

Pour les fins susdites, acquérir et assumer comme industrie en exploitation, le commerce et la clientèle et la totalité ou aucune partie de l'actif et passif de M. Edwin James Holliday, faisant affaires à Montréal, seul, sous les nom et raison sociale de "Holliday Publications", et en payer le coût par l'émission d'actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie ou autrement.

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire à toutes actions ou débetures de la compagnie, sous le nom de "Holliday Publications Limited", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de février 1940.

L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

1145

For the purposes aforesaid to acquire and take over as a going concern, the business and goodwill and all or any of the assets and liabilities of Edwin James Holliday, Esquire, carrying on business at Montreal, alone, under the firm name and style of "Holliday Publications", and to pay for the same by the issue of fully paid-up shares in the capital stock of the company or otherwise.

There will be no invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company under the name of "Holliday Publications Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1940.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

1146-o

"La Clinique du Bon Secours Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1940, constituant en corporation sans capital actions: Mme Francis H. Cabot, 37 East 75th Street, cité de New York, Mme Alexander Buchanan, Pointe-au-Pic, P.Q., et Lady Rodolphe Forget, 246 avenue Elm, Montréal, P.Q., toutes trois veuves, Mlle Ida Champagne, La Malbaie, P.Q., et Mlle Elisabeth Fairbanks, 157 East 72nd Street, cité de New York, toutes deux filles majeures, dans les buts suivants:

1. Conduire une clinique de bébés, comme charité, au bénéfice des pauvres et des nécessiteux du comté de Charlevoix, province de Québec;

2. Promouvoir, chez les parents, la réalisation de la valeur de la médecine préventive;

3. Instruire les parents au sujet des soins requis pour les enfants et de l'alimentation propre à l'enfance;

4. Instruire les femmes enceintes des soins à prendre avant l'accouchement;

5. Aider les mères nécessiteuses et les enfants à se procurer les soins de médecins et chirurgiens qualifiés et aussi les remèdes et la nourriture qui leur sont nécessaires;

6. Procurer les services de personnes, autorisées par la loi à cet effet, pour faire toutes choses tendant à l'accomplissement de ces fins, constituant la pratique de la médecine;

7. Solliciter et accepter des dons pour aider à la réalisation de ses fins;

8. Faire toutes telles autres choses qui se rattachent ou qui conduisent à l'accomplissement des fins susdites ou d'aucune d'icelles, sous le nom de "La Clinique Bon Secours Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix, district de Saguenay, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de février 1940.

L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

1147

"La Clinique du Bon Secours Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1940, to incorporate as a corporation without share capital: Mrs. Francis H. Cabot, 37 East 75th Street, New York City, Mrs. Alexander Buchanan, Pointe au Pic, P.Q., and Lady Rodolphe Forget, 246 Elm Avenue, Montreal, P.Q., all three widows, Miss Ida Champagne, La Malbaie, P.Q., and Miss Elisabeth Fairbanks, 157 East 72nd Street, New York City, both spinsters, for the following purposes:

1. To conduct a baby clinic, as a charity, for the benefit of the poor and needy in the county of Charlevoix, Province of Quebec;

2. To promote the realization in parents of the value of preventive medicine;

3. To instruct parents in the proper care and feeding of their children;

4. To instruct expectant mothers in pre-natal care;

5. To aid necessitous mothers and children to obtain the services of qualified physicians and surgeons and the medicine and food of which they are in need;

6. To procure the services of persons, thereto entitled by law, to do all such things to be done in the attainment of these purposes which constitute the practice of medicine;

7. To solicit and accept donations to aid in the attainment of its purposes;

8. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them under the name of "La Clinique du Bon Secours Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation will be at Pointe au Pic, in the county of Charlevoix, district of Saguenay, province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1940.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

1148-o

"Pamela Frocks Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1940, constituant en corporation: Arthur Moses, vendeur, Rose Yaffe, épouse séparée de biens d'Arthur Moses, et le dit Arthur Moses, partie aux présentes aux fins d'autoriser son épouse, et Nathan Moses, marchand, tous des Cité et District de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissus de laine et de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements pour dames;

2. Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non,) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

6. Faire aucune convention relative à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle compagnie, garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeur d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à

"Pamela Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1940, incorporating: Arthur Moses, salesman, Rose Yaffe, wife separate as to property of Arthur Moses, and the said Arthur Moses, a party to these presents to authorize his wife, and Nathan Moses, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies' dresses;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the com-

ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaire ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et dépenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun

pany, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, and

temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Pamela Frocks Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1149 Assistant-procureur général.

rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "Pamela Frocks Inc." with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1150-o Deputy Attorney General.

"Quebec Highways Transport Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1940, constituant en corporation: Chateauguay Perrault, avocat, de la Cité d'Outremont, Marguerite Moquin et Denise Bourgeois, toutes deux filles majeures, sténographes, de la Cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans les but suivants:

1. Exploiter tous ou chacun des commerces suivants: voituriers en général, agents de chemins de fer et d'expédition, entrepreneurs de transport et de messagerie, emmagasineurs et entreposeurs et tout autre commerce similaire ou connexe;

2. Transporter d'un endroit à un autre, des personnes, marchandises et objets de toute espèce, soit sur terre, par eau ou dans les airs, et ce au moyen de voitures ordinaires, voitures-automobiles, camions, autobus, véhicules-moteurs, par bateaux mus par engins ou moteurs quelconques, par aéroplanes, hydroplanes ou par tout autre mode de transport et établir des tarifs pour tel transport;

3. Exploiter des réseaux de camions, de taxis et d'autobus aux endroits que la compagnie jugera à propos, et acquérir des organismes publics de toute municipalité ou corporation, toute franchise ou privilège ou tout droit de mettre en opération des omnibus, des autobus, des camions ou des taxis ou autres véhicules qui peuvent ou pourront être mis en opération pour le transport, à un prix convenu, des passagers ou des marchandises;

4. Exploiter des garages et faire le commerce d'automobiles; garder des automobiles en garage, construire, réparer, remodeler, modifier et peindre des automobiles;

5. Faire le commerce d'automobiles neufs et de seconde main et d'accessoires d'automobiles;

6. Acheter, vendre de la gazoline, de la graisse et de l'huile, du gaz et toutes sortes d'équipements pour moteurs, accessoires et parties et tous articles et fournitures utilisés dans l'opération ou la réparation des choses ci-dessus décrites et pour ces fins acquérir, louer et exploiter des stations pour la vente et distribution de la gazoline, des huiles, de la graisse, du gaz ainsi que des magasins pour la vente et la distribution des moteurs, accessoires et autres parties des automobiles camions, autobus ou autres véhicules-moteurs;

"Quebec Highways Transport Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1940, incorporating: Chateauguay Perrault, lawyer, of the city of Outremont, Marguerite Moquin and Denise Bourgeois, both spinsters, stenographers, of the city of Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the following business: general carriers, railway and shipping agents, transportation and express contractors storagemen and warehousemen and any other similar or allied business;

2. To convey, from one place to another, persons, merchandise and objects of every kind, whether by land, by sea or by air, and such by means of common carriages, motor carriages, trucks, autobuses, motor-vehicles, boats propelled by any engines or motors whatsoever, aeroplanes, hydroplanes or any other means of transportation, and to establish tariffs for such transportation;

3. To operate truck, taxi and autobus systems at places which the Company may deem proper, and to acquire from the public organizations of any municipalities or corporation, any franchise, or privilege or right to operate omnibuses, autobuses, trucks or taxis or other vehicles which may or might be operated for the transportation, at a price agreed upon, of passengers or merchandise;

4. To operate garages and deal in automobiles; to keep automobiles in storage, build, repair, remodel, alter and paint automobiles;

5. To deal in new and used automobiles and in automobile accessories;

6. To purchase, sell gasoline, grease and oil, gas and every kind of equipment for motors, accessories and parts, and any articles and supplies used in the operating or repair of the things hereinabove described, and for such purposes, to acquire, lease and operate stations for the sale and distribution of gasoline, oil, grease, gas and also stores for the sale and distribution of motors, accessories or other automobiles, trucks and autobus parts, or parts of other motor-vehicles;

7. Construire, acquérir, louer à quelque titre que ce soit, des garages, machineries et accessoires de garage, des voitures, automobiles, bateaux, aéroplanes, camions, taxis, autobus, boutiques, hangars, entrepôts et tous autres meubles et immeubles nécessaires au commerce de la compagnie;
7. To build, acquire, lease under any title whatsoever, garages, garage machinery and accessories, vehicles, automobiles, boats, aeroplanes, trucks, taxis, autobuses, work-shops, sheds, warehouses and any other moveables and immoveables required for the company's business;
8. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou qui serait de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;
8. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;
9. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et autres choses semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité, d'utiliser, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtrait susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;
9. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;
10. Acheter, prendre ou recevoir ou accepter, louer, vendre, céder, hypothéquer, échanger, transporter ou autrement faire le commerce et disposer de propriétés immobilières ou mobilières ou de tout autre actif, soit absolument comme propriétaire, ou au moyen de garantie collatérale ou autrement;
10. To purchase, take or receive or accept, lease, sell, assign, hypothecate, exchange, transfer, deal in and deal with immoveable or moveable property, or any other assets, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise;
11. Acheter, louer ou autrement acquérir tous biens meubles, immeubles, privilèges, patentes, inventions que la compagnie jugera utiles ou nécessaires pour les fins de son industrie ou pour accroître ses revenus;
11. To purchase, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property, privileges, patents, inventions which the company may deem useful or necessary for the purposes of its business or to increase its revenues;
12. Demander, obtenir, acquérir et utiliser tous chartes, permis, pouvoirs, privilèges ou franchises qu'un gouvernement ou une autorité quelconque peuvent accorder;
12. To apply for, obtain, acquire and use any charters, licenses, powers, privileges or franchises which may be granted by any government or any other authority whatsoever;
13. Conclure des conventions avec les autorités fédérales, provinciales, municipales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir des dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables et exécuter, exercer et exploiter ces diverses conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;
13. To enter into any arrangements with any authorities, federal, provincial, municipal or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise, exploit and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;
14. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenants aux fins de la présente compagnie;
14. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities and assets of any person, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company;
15. Promouvoir, organiser, développer, administrer ou aider à la formation, l'organisation, le développement et l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et à cette fin se charger, contrôler ou autrement gérer le commerce et l'entreprise de toute telle compagnie, firme ou personne, dans le but de protéger les valeurs émises par elles et réaliser leurs réclamations;
15. To promote, organize, develop, manage, or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, having objects similar, in whole or in part, to those of the Company, and for such purpose, to undertake, control, or otherwise deal with the business and undertaking of any such company, firm or individual for the purpose of protecting the securities issued thereby and realizing upon the claims thereof;
16. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou une transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indi-
16. To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in; or which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend

rectement à la compagnie; prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

17. Rémunérer soit en deniers ou en actions entièrement libérées ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou personne pour dépenses encourues et pour services rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, pour aucunes obligations, débetures ou valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

18. Prélever ou aider à prélever des deniers, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie sera en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne;

19. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée; se servir d'aucun de ses propres fonds pour l'achat d'actions de toute autre compagnie, distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera décidé, au moyen de dividendes, bonis ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie, ou tous produits de la vente de l'aliénation de tous biens de la compagnie, et en particulier, toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

20. Louer, vendre ou autrement céder l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie;

21. Payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie toutes ou aucune des dépenses inhérentes ou connexes à sa formation ou à son organisation;

22. Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

23. Émettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement complet ou partiel de tous les biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, brevets, réclamations, contrats et de tous droits et concessions et autres avantages acquis ou achetés de la compagnie;

24. Accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie des actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

26. Emprunter des fonds ou des deniers sur le crédit de la compagnie; limiter ou augmenter le montant des emprunts ainsi contractés;

money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

17. To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred, and for services rendered to the company in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital stock for any bonds, debentures or securities of the company, or in or about the organization, formation, or promotion of the company or the conduct or its business;

18. To raise and assist in raising, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or securities or otherwise, any other person, firm, company, or corporation with which the present company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person;

19. To invest and deal with such monies of the company not immediately required, in such manner as may, from time to time, be determined; to use any of its own funds in the purchase of stock in any other company; to distribute among the shareholders of the company, in kind and specie or otherwise as may be resolved, by way of dividend, bonus or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debenture stock or other securities of any other company belonging to this company, or which it may have power to dispose of;

20. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

21. To pay in cash or with paid-up shares of the company all or any of the expenses pertaining or incidental to its promotion and organization;

22. To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

23. To issue and allot fully paid-up shares of the company's capital stock in full or part payment for any real or personal, moveable or immoveable property, patents, claims, contracts and any rights or concessions and other advantages acquired or purchased from the company;

24. To accept as payment for any debts due to the company, the stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

25. To unite or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

26. To borrow money or funds on the credit of the company; to limit or increase the amount of the loans thus contracted;

27. Emettre des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables; hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens réels ou personnels, meubles ou immeubles de la compagnie ou les deux, pour garantir telles obligations, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs et toute somme d'argent empruntée pour les fins de la compagnie;

28. Il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passera des contrats ou transigera des affaires avec un ou plusieurs directeurs qui sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transactions, pourvu, toutefois, que dans pareil cas le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tel contrat ou telle transaction;

29. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités; faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres, soit seuls, soit conjointement avec d'autres sous le nom de "Quebec Highways Transport Limited", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la Cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1151 Assistant-procureur général.

"Quyon Molybdenite Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1940, constituant en corporation: John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts, Henry Weir Davis, James Penrose Anglin, avocats, Harry Cuthbert Lane, comptable agréé, Arthur-James West et Eric Noble Haig Reid, secrétaires, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Acquérir, prendre ou louer ou autrement acquérir et aliéner des mines, terrains miniers, minéraux, droits de mine et/ou permis, et tous intérêts en ic eux, en faire les explorations et les recherches, les travailler, les exercer, les développer et les faire valoir;

3. Exercer toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les rochers, ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

4. Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minerais, matériels, machineries,

27. To issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, pledge or sell the same for such sums and prices as may be deemed expedient; hypothecate, pledge or mortgage the real or personal, moveable or immovable property of the Company, or both, as guarantee for such bonds, debentures, debenture stock or other securities, or any sum of money borrowed for the purposes of the company;

28. It is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more directors who are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors has or may have interests therein which are or might be adverse to the interest of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon such contract or transaction;

29. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, either alone or in conjunction with others, under the name of "Quebec Highways Transport Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1152-o Deputy Attorney General.

"Quyon Molybdenite Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1940, incorporating: John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts, Henry Weir Davis, James Penrose Anglin, advocates, Harry Cuthbert Lane, chartered accountant, Arthur James West and Eric Noble Haig Reid, secretaries, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To purchase, take on lease, or otherwise acquire and to alienate, any mines, mining lands, minerals, mining rights, and or licenses, and any interest therein, and to prospect for, explore, work, exercise, develop, and turn to account the same;

3. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, crushed, or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof;

4. To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences,

outillage, convenances, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations minières ou requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

5. Pour les fins de la compagnie:

(a) Négocier tout contrat en rapport avec des terrains forestiers, permis et droits, et couper, donner une valeur marchande, manipuler, manufacturer, faire le commerce et passer des contrats en rapport avec le bois de construction et de charpente de toutes sortes, et tous ses sous-produits;

(b) Acquérir, louer, passer des contrats, améliorer, maintenir, utiliser, exploiter, vendre, louer, et faire le commerce de maisons d'habitation, logements et hôtels;

(c) Acheter ou autrement acquérir, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, exploiter, se charger ou entreprendre la construction d'embranchements et voies d'évitement de chemin de fer, navires, bateaux ou vaisseaux de toute description, quais et facilités d'accostage, cales, dispositifs de transport, entrepôts et appareils de remorquage, de renflouage et de sauvetage ou les intérêts en l'une quelconque des dites opérations, les dits embranchements et voies d'évitement de chemin de fer seront construits et/ou exploités sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, et pour les seules fins de ses opérations et de son industrie;

(d) Acheter ou autrement acquérir, construire, entretenir et exploiter sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, routes, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles à ses opérations;

6. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie et les vendre, les transférer, soit absolument ou en fiducie, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

8. Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle de l'industrie ou des opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

10. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

11. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopéra-

provisions, and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company;

5. For the purposes of the Company:

(a) To deal in any contract with reference to timber lands, timber licenses, and timber rights, and to cut, render merchantable, handle, manufacture, deal in and contract with reference to timber and lumber of all kinds, and all products thereof;

(b) To acquire, lease, contract, improve, maintain, use, operate, sell, let, and deal in dwelling houses, lodging houses and hotels;

(c) To purchase, or otherwise acquire, lease, construct, improve, own, use, operate, deal in or contract with reference to branch railways, railway sidings, ships, boats, or vessels of any description, wharves and wharfage facilities, docks, cartage, plant, warehouse, and towing, wrecking, and salvage plant, or interest in any of the same, the said branch railways and railway sidings to be constructed and/or operated upon the property of the company, or on that under its control, and for the sole purposes of its business and trade;

(d) To purchase or otherwise acquire, build, maintain, and exploit upon the property of the company, or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses, and stores necessary or useful to its operations;

6. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company and to sell, transfer, either absolutely or in trust, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

8. To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

10. To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

11. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint

tion, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies, et prendre ou autrement acquérir les action et valeurs de toutes telles compagnies; et les vendre les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

12. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

15. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autre autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et employer aucune des actions, obligations et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

16. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie, et garantir l'exécution des contrats pour toute telle compagnie, société, firme ou personne;

17. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

18. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou dans ou au sujet de son industrie et de ses opérations;

19. Emettre et répartir comme entièrement libérées, les actions de la compagnie constituée par les présentes, en paiement intégral ou partiel de toute industrie, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, et avec l'approbation des actionnaires, de tous services rendus ou qui lui seront rendus;

adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person or company, and to take, or otherwise acquire, shares and securities of any such company; and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

13. To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

14. To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, any license, power, authority, franchise, concession, rights, or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

17. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

18. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital stock or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in or about its business and affairs;

19. To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders, of any services rendered or to be rendered to it;

20. Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute telle personne ou personnes;

21. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

22. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux énumérés dans les présentes moyennant les termes qui seront convenus;

23. Distribuer, en espèce ou autrement, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie de l'actif de cette compagnie. La dite distribution sera effectuée soit au moyen de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

Sujet au consentement préalable du surintendant des assurances;

24. Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurance pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tous objets d'utilité publique ou générale;

25. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

26. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

27. Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie; et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

28. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

29. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

30. La compagnie aura le pouvoir, en rapport avec toutes actions entièrement libérées de son capital-actions, d'émettre, sous son sceau ordinaire, des certificats d'actions au porteur (share warrants), conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi des compagnies de Québec;

20. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

23. To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company. The said distribution may be made either by dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies' Act;

Subject to the previous consent of the superintendent of Insurance;

24. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

25. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

26. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

27. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

28. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

29. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

30. The company will have the power, with respect to any fully paid up shares of its capital stock, to issue, under its common seal, share warrants according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies' Act;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que la compagnie pourra tenir les assemblées de ses actionnaires, à l'exception des assemblées annuelles et des assemblées convoquées dans le but d'élire les directeurs, et pourra tenir les assemblées de ses directeurs, à tout endroit autre qu'au bureau principal de la compagnie, soit dans ou en dehors de la province de Québec;

Le capital autorisé de la compagnie projetée est de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00), divisé en deux cent cinquante mille (250,000) actions d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) chacune.

Le nom de la compagnie est: "Quyon Molybdenite Company Limited".

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Quyon, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur-général, se vingt-neuvième jour de janvier 1940.

L. DESILETS,

1153

Assistant-procureur général.

"Viau Corporation Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1940, constituant en corporation: Dominique Arel Jutras, agent, domicilié au No 7 de la rue Nelson, Henri-R.-N. Viau, courtier, domicilié au No 1060, Bernard Ouest, tous deux en la cité d'Outremont, et Joseph-A. Legault, bourgeois, domicilié au No 167 de la rue Notre-Dame, en la cité de Lachine, dans les buts suivants:

Acquérir et exploiter ou louer des biens meubles et immeubles; construire, utiliser, exploiter ou louer ces biens et en disposer par vente ou échange, les remplacer ou déplacer, payer en argent, en échange ou en parts acquittées de cette compagnie;

Acquérir ou louer des commerces ou exploitations similaires, des achalandages et des franchises de toutes personnes, sociétés ou compagnies et les payer en argent, en échange ou en parts acquittées de la compagnie;

Acquérir ou prendre en garantie des actions dans toutes autres compagnies;

Emprunter et donner en garantie par gage, hypothèque ou autre manière légale les biens meubles et immeubles de la compagnie;

Prendre des garanties, gages ou hypothèques et acquitter ou décharger avec ou sans paiement et faire des compromis, le tout dans l'intérêt de la compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des commerces, objets ou connaissances similaires;

Contracter des emprunts et en garantir le remboursement de telle manière qui pourra être déterminée par le bureau de direction de la compagnie; émettre des débetures ou bons portant hypothèque sur toute partie des biens meubles ou immeubles de la compagnie;

Emettre, signer, endosser ou accepter tous billets, chèques, traites ou autres effets négociables ou non négociables;

Faire tous commerces d'immeubles en général;

Faire toutes autres choses nécessaires ou utiles en rapport avec les fins de la compagnie et exercer tous les pouvoirs légaux nécessaires ou utiles à ces fins, sous le nom de "Viau Corporation Limited", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

And it is hereby ordained and declared that the company may hold meetings of its shareholders, with the exception of annual meetings and meetings called for the purpose of electing directors, and may hold meetings of its directors, at any place other than the head office, either within or without the province of Quebec;

The authorized capital stock of the proposed company is two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00) divided into two hundred and fifty thousand (250,000) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

The name of the company is: "Quyon Molybdenite Company Limited".

The head office of the company will be at the Town of Quyon, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1940.

L. DESILETS,

1154-o

Deputy Attorney General.

"Viau Corporation Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1940, incorporating: Dominique Arel Jutras, agent, domiciled at No. 7 Nelson Street, Henri R. N. Viau, broker, domiciled at No. 1060 Bernard West, both of the City of Outremont, and Joseph A. Legault, gentleman, domiciled at No. 167 Notre Dame Street, in the City of Lachine, for the following purposes:

To acquire and exploit or lease moveable and immoveable property; to build, use, exploit or lease said property and dispose thereof by sale or exchange, replace or displace the same, pay in cash, by exchange or with paid-up shares of this company;

To acquire or lease any similar business or exploitations, the good-will and franchises of any persons, partnerships or companies and pay therefor in cash, by exchange or with paid-up shares of the company;

To acquire, or take as security, shares in any other companies;

To borrow and give as security, by mortgage, hypothec or in any other legal manner, the moveable and immoveable property of the company;

To take guarantees, mortgages or hypothecs and pay disencumber with or without payment, and make compromise, the whole in the interest of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company carrying on a similar business or having similar purposes or similar knowledge;

To contract loans, and secure the reimbursement thereof, in such manner as may be determined by the Board of Directors of the company; to issue debentures or bonds bearing hypothec upon any part of the company's moveable or immoveable property;

To issue, sign, endorse or accept any notes, cheques, drafts or other negotiable or transferable instruments;

To carry on a general real estate business;

To do any other things which may be necessary or useful in connection with the purposes of the company and exercise any lawful powers required or useful for such purposes, under the name of "Viau Corporation Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1155-o Assistant-procureur général.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1940.

L. DESILETS
1156 Deputy Attorney General.

"Welding & Supplies Co. Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1940, constituant en corporation: Edouard Gagnon, commis, de la ville de Longueuil, district de Montréal, Flore-Annette Poirier, sténographe, et Rolande Léonard, téléphoniste, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, de la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie de soudeurs, fondeurs, ingénieurs mécaniciens, fabricants d'outils, ouvriers en métaux, chaudronniers, constructeurs de moulins, mécaniciens, forgerons, charpentiers, menuisiers, constructeurs, métallurgistes, et généralement faire toutes choses et agir en toutes matières se rattachant à toutes et à chacune des industries précitées ou à toutes autres pouvant s'y rattacher, en découler ou s'y joindre;

2. Manufacturer, acheter, vendre, louer, céder à bail, réparer, traiter, et généralement faire toutes opérations auxquelles peuvent être soumis le fer, l'acier, ainsi que tous autres métaux en tout état quelconque et de quelque nature quelconque, et aussi manufacturer et faire le commerce de tous les articles, effets, produits et marchandises dans lesquels le fer ou l'acier ou tout autre métal est employé ou pourrait l'être;

3. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée utilement ou encore qui serait de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a le droit d'exercer ou possédant des biens adaptables aux fins de la présente compagnie;

5. Obtenir, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autres procédés au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

6. Conclure des conventions au sujet du partage des biens, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir des contrats, ou aider autrement toutes personnes ou compagnies et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toutes autres compagnies, les vendre, les détenir ou en disposer autrement;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à

"Welding & Supplies Co. Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1940, incorporating: Edouard Gagnon, clerk, of the Town of Longueuil, district of Montreal, Flore-Annette Poirier, stenographer, and Rolande Leonard, telephone operator, both spinsters of age and in use of their rights, of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of welders, founders, mechanical engineers, tool manufacturers, metal workers, coppersmiths, mill builders, mechanics, blacksmiths, carpenters, joiners, builders, metallurgists, and, generally to do all things and to act in all matters connected with all or any of the foregoing businesses, or any others capable of being connected therewith, or derived therefrom or attached thereto;

2. To manufacture, purchase, sell, lease, give on lease, repair, treat and carry on generally any operations to which may be submitted iron, steel and also any other metals in any state and of any kind whatsoever, and also to manufacture and deal in any articles, wares, products and merchandise wherein iron or steel or any other metal is or may be used;

3. To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property which may seem suitable for the purposes of the company;

5. To obtain, purchase or otherwise acquire any patents, brevets of invention, licenses, concessions and things of like nature, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other processes respecting any invention capable of being used for any of the company's purposes, or the acquisition of which may be profitable to the present company, whether directly or indirectly;

6. To enter into any agreement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any other company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

7. To take or otherwise acquire and hold shares, of any other company having purposes altogether or in part similar to those of the com-

ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables;

9. Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assistance;

Subject au consentement préalable du surintendant des assurances;

10. Promouvoir toutes compagnies, sociétés ou syndicats, formés dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toutes autres fins qui auraient directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir, hypothéquer tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toutes machineries, matériels et fonds de commerce;

12. Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement, (ces deux derniers seulement sur les propriétés ou celles dont elle a le contrôle) ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usine d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

13. Acquérir le commerce ou l'industrie actuellement exploité sous le nom et la raison sociale de Welding & Supplies Co. et ainsi acheter tous ou partie des biens mobiliers et immobiliers appartenant à pareille exploitation et en payer le prix, soit par deniers, actions libérées, pour le tout ou pour la partie, et ainsi en faire l'acquisition, soit à titre d'entreprise en cours d'exploitation ou autrement;

14. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque d'icelle pour la considération jugée convenable, et en particulier pour telles actions, débetures ou valeurs de toutes autres compagnies ou entreprises dont les objets sont semblables ou en partie similaires à ceux de la présente compagnie;

15. Demander, obtenir, acquérir par cession, transférer, acheter ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charge, permis, pouvoirs, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou d'autre corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'exercer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais et dépens nécessaires;

16. Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre, soit au moyen de deniers, biens, actions ou autres valeurs de la compagnie;

pany, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

8. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain;

9. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company and to grant pensions and allowances, and to make payments towards assistance;

Subject to prior consent from the superintendent of Insurance;

10. To promote any companies, societies or syndicates for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the present company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the present company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, lease, acquire, hypothecate any moveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and, in particular, any machinery, plant and stock-in-trade;

12. To construct, improve, maintain, operate, manage, execute or control any roads, ways, branches or sidings, (the two latter on the properties held or controlled by the company) bridges, reservoirs, watercourses, wharves, factories, warehouses, electric plants, workshops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to promote the interests of the company, and to contribute to the construction, improvement, maintenance, operating, management, execution or control thereof, subsidize or otherwise assist or take part in the same;

13. To acquire the business or trade actually carried on under the firm name and style of Welding and Supplies Co. and so to purchase the whole or any part of the moveable and immoveable property belonging to such exploitation and to pay the price therefor either in cash, preferred shares, in whole or in part, and so acquire the same whether as a going concern or otherwise;

14. To sell or dispose of the whole of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of the present company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and use any charter, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, and expenses thereof;

16. To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered, either by means of cash, property, shares or other securities of the company;

17. Acquérir tous immeubles pour les fins de son commerce ou autrement en disposer, les hypothéquer et faire toutes choses jugées utiles au point de vue de ces immeubles, et ce, pour des considérations dont les unes consisteraient en parts, ou encore, en des obligations de la dite compagnie, le cas échéant, et, finalement, faire toutes choses et accomplir tous actes propres à développer la présente entreprise et tendant à la réalisation d'un des objets visés par la présente demande, les pouvoirs énumérés dans chacun des paragraphes ci-dessus ne devant être limités ou restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe;

18. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs, consignataires ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

19. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Welding & Supplies Co. Ltd".

La présente compagnie limitera le nombre de ses actionnaires à vingt, non compris ses employés en office et ceux qui continueraient d'être actionnaires après avoir quitté leur emploi.

Tout appel au public pour la souscription des actions de la compagnie est interdit.

Le capital de la compagnie sera de trente mille dollars (\$30,000.00) divisé en trois cents parts ordinaires, d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) l'unité.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1157-o

Assistant-procureur général.

"Brooks-McKay Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1940, constituant en corporation: Irwin William Brooks, entrepreneur, de la ville de Low, Mary Whelan, épouse séparée de biens de John S. McKay, entrepreneur, de la ville de Val d'Or, dûment autorisée aux fins des présentes, et le dit John S. McKay pour autoriser sa dite épouse, et Arthur Mitchell Weldon, avocat, de la ville de Bourlamaque, tous trois de la Province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer généralement dans toutes leurs spécialités les opérations de constructeurs, d'entrepreneurs et conclure, entreprendre, parfaire, exercer et exécuter les contrats pour la fabrication, l'érection, la construction, l'amélioration, l'aménagement et l'exploitation d'édifices, travaux, constructions, entreprises, développements et projets, publics et privés, de toute sorte et descriptions;

(b) Faire le transport de personnes ou fret dans tels endroits et/ou entre tels endroits par camions, autobus, automobiles, tracteurs, avions sur skis, aéroplanes, ou véhicules hippomobiles, de toute manière quelconque que les directeurs jugeront convenables. Exercer le commerce d'entrepreneurs voituriers et expéditeurs dans toutes leurs spécialités et tous autres commerces qui peuvent être exercés en rapport avec iceux ou profitables à iceux, et percevoir, recevoir, transférer, transporter et voiturier du bagage, effets, objets, articles, marchandises, produits et tous articles de commerce et autres effets, exercer le commerce de charretier, et voiturier et

17. To acquire any immovables for the purposes of its business or otherwise dispose of the same, to hypothecate them and do all things deemed useful with regard to the said immovables, and such, for the consideration consisting either of shares, or in bonds of the said company, as the case may be, and, finally, to do all things and accomplish all acts calculated to develop the present undertaking and conducive to the attainment of one of the objects set forth herein, the powers enumerated in cash of the above paragraphs, shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph.

18. To do all or any of the things hereinabove enumerated as principals, agents, contractors, consignees or otherwise and either alone or in conjunction with others;

19. To do any other things required for the attainment of the purposes hereinabove mentioned or in any manner connected therewith, under the name of "Welding & Supplies Co. Ltd."

The present company will limit the number of its shareholders to twenty, exclusive of its employees in office, and those who may continue to be shareholders after having left their employ.

Any appeal to the public for the subscribing of the company's shares is prohibited.

The capital stock of the company shall be thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1940.

L. DESILETS,

- 1158

Deputy Attorney General.

"Brooks-McKay Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1940, incorporating: Irwin William Brooks, contractor, of the Town of Low, Mary Whelan, wife separate as to property of John S. McKay, contractor, of the Town of Val d'Or, duly authorized for these presents, and the said John S. McKay to authorize his said wife, and Arthur Mitchell Weldon, advocate, of the Town of Bourlamaque, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on generally in all their branches the business of builders, contractors, and to enter into, undertake, perform, carry out and execute, contracts for the making, erecting, constructing, improving, equipping and operating of buildings, works, constructions, under-takings, developments and projects, public and private, of every kind and description;

(b) To convey persons or freight in such places and/or between such places, by truck, autobus, automobile, tractor, snowplane, aeroplane, or horse drawn vehicle, in whatever manner the directors may deem advisable; To carry on the business of cartage contractors and forwarders in all its branches and all other businesses that may be carried on in connection therewith or profitably thereby, and to collect, receive, transfer, convey and forward baggage, luggage, goods, wares, merchandise, produce, and all articles of commerce and other effects whatsoever, to carry on the business of carters, and to carry and convey passengers; to carry on the business of wharfing-

transporter des passagers; faire le commerce de quayers, entreposeurs, et gardiens d'entrepôts frigorifiques, et bâtir, construire, acquérir, exploiter, maintenir, louer et disposer d'entrepôts et édifices pour fins d'emmagasinage (y compris les entrepôts frigorifiques) bagages et effets personnels, effets, articles, marchandises, grains et céréales de toutes sortes, légumes, fruits, beurre, fromage et autres articles;

(c) Exercer des opérations comme acheteurs, vendeurs, manufacturiers, importateurs, exportateurs, réparateurs, loueurs et locataires ou autrement de véhicules, outillage et machinerie de toutes sortes et description pour fins industrielles et commerciales, et aussi aucun et tous accessoires, et de toutes choses susceptibles d'être utilisées dans l'achat, la vente, la fabrication, l'opération et l'entretien des dits véhicules, outillage et machineries;

(d) Acheter ou autrement acquérir, posséder, maintenir, vendre ou autrement disposer de chevaux, engins à traction, avions, auto-camions et tous autres véhicules de tous autres genres et descriptions, pour les fins du commerce de la compagnie. Bâtir, construire, acquérir, exploiter, maintenir, louer et ou disposer d'étables, garages, boutiques de réparations, usines, entrepôts, cours, docks, chantiers maritimes, quais, aérodromes, élévateurs ou entreprises similaires et toutes autres facilités pour le commerce de la compagnie avec tous outillages et équipements nécessaires;

(e) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(f) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(g) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteurs, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(h) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération, ou tout contrat de location ou louage, suivant les restrictions fournies par la loi, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre les détenir ou autrement les négocier;

ers, warehouse-men and cold storage warehousemen, and to build, construct, acquire, operate, maintain, lease and dispose of warehouses and buildings for the purpose of storing (including cold storage) personal baggage and effects, goods, wares, merchandise, grains, and cereals of all kinds, vegetables, fruits, butter, cheese and other articles;

(c) To carry on business as buyers, sellers, manufacturers, importers, exporters, repairers, hirers, and lessees or otherwise of vehicles, equipment and machinery of all kinds and descriptions for industrial and commercial purposes, and also any and all accessories, and of all things capable of being used in buying, selling, manufacturing, operating, and maintenance of such vehicles, equipment and machinery;

(d) To purchase or otherwise acquire, own, maintain, sell or otherwise dispose of horses, traction engines, airships, motor trucks and all other vehicles of all kinds and description for the purposes of the company's business. To build, construct, acquire, operate, maintain, lease and dispose of stables, garages, repair shops, factories, warehouses, yards, docks, dockyards, wharves, aerodromes, elevators, or similar enterprises and all other facilities for the Company's business with all necessary plant and equipment;

(e) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

(f) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(g) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(h) To enter into any arrangement for sharing of profits, co-operation, or any contract of lease and hire, within the restrictions provided by law, with any other company or society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, to sell, hold, or otherwise deal with the same;

(i) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou autrement les négocier;

(j) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir du dit gouvernement ou des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirables d'obtenir, et exercer, exécuter les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(k) Établir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fidéicommiss et convenances susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurances pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins charitables ou de bienfaisance ou pour toutes expositions, ou pour tous objets publics, généraux ou utiles, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances pour la province de Québec;

(l) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(m) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement faire le commerce des biens réels et personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de ses opérations et en particuliers tous terrains, édifices, immunités, machinerie, usine et fonds de commerce;

(n) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, et pour les fins du commerce ou de l'industrie de la compagnie, contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, l'exécution, l'administration, l'exercice et le contrôle d'iceux;

(o) Prêter des deniers à toute autre compagnie, ou à toute société, firme ou personnes, ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(p) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(q) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(i) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(j) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(k) To establish and support or aid in the establishment and support of association, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object, subject to the previous Consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec;

(l) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(m) To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

(n) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores, and other works and conveniences on the properties of the company or on properties under its control, and for the purposes of the Company's trade or industry and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(o) To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(p) To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(q) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(r) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit, ou privilège, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, débetures ou autres valeurs et biens quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(s) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays ou endroit étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de cette autre province, pays ou endroit étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(t) Rémunérer toute autre compagnie, ou toute société, firme ou personne pour services rendus, ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de l'organisation, de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(u) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires ou dont les actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir l'exécution et l'accomplissement de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et particulièrement garantir le remboursement du capital et les intérêts sur les débetures ou autres valeurs, hypothèques, et obligations de toute telle compagnie;

(v) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt et par la publication de livres et revues périodiques;

(w) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(x) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(y) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, toutes propriétés ou biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie, ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner; pourvu que telle distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de cette Loi, ou que telle distribution, à part les dispositions de ce paragraphe, aurait été légale si elle eut été faite en deniers comptants;

(z) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes

(r) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(s) To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such Province, foreign country or place to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(t) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(u) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(v) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

(w) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(x) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(y) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds, of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

(z) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the

tes ou connexes à sa formation et à son organisation que la compagnie peut considérer comme préliminaires:

aa. Etablir des agences et succursales;
bb. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

cc. Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; s'opposer à toutes procédures ou demandes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

dd. Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit vendus par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie des acheteurs ou autres et rendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

ee. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconques des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

ff. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Brooks-McKay Limited", avec un capital-total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4,900) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1159

Assistant-procureur général.

formation and organization thereof; or which the company may consider to be preliminary;

aa. To establish agencies and branches;
bb. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

cc. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

dd. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

ee. To carry out all or any of the objects of the company and to all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

ff. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Brooks-McKay Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4,900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the Town of Val d'Or, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1160-o

Deputy Attorney General.

"The Beach Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1940, constituant en corporation sans capital-actions: Lewis Clifford Wellington, Malcolm Lawrence Carey, John Wilmot Ward, Ralph Horton Rimmer, Max Gordon Saunders, Frederick Thomas Boutilier et Robert Collamer March, ingénieurs, Henry Samuel Hutchin, agent d'achats, Donald Douglas MacKay, chimiste, et Laurence F. Walker, inspecteur de balances, tous d'Arvida, Qué., dans les buts suivants:

(a) Pourvoir au divertissement physique et social des membres et de leurs familles et invités, et établir et maintenir à ces fins des facilités de campement, natation et autres activités, pourvu, toutefois que le jeu de hasard ne soit pas permis dans les locaux de la corporation;

(b) Acheter, prendre à bail, construire ou faire construire, acquérir par présents ou dons immédiats ou en fiducie ou autrement, et détenir, posséder, tenir par fidéicommiss ou autrement posséder tous biens réels, immobiliers ou autres biens, et tous droits ou privilèges que la corporation peut considérer nécessaires ou convenables relativement à aucun de ces objets, et, de plus, ven-

"The Beach Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the ninth day of February, 1940, incorporating as a corporation without share capital: Lewis Clifford Wellington, Malcolm Lawrence Carey, John Wilmot Ward, Ralph Horton Rimmer, Max Gordon Saunders, Frederick Thomas Boutilier and Robert Collamer March, engineers, Henry Samuel Hutchin, purchasing agent, Donald Douglas MacKay, chemist, and Laurence F. Walker, scale inspector, all of Arvida, Que., for the following purposes:

(a) To provide for the physical and social recreation of the members and their families and guests, and to establish and maintain for such purposes facilities for camping, swimming and other activities, provided however that no gambling shall be permitted upon the premises of the corporation;

(b) To purchase, take on lease, construct or have constructed, acquire by gift of donation outright or in trust or otherwise, and to hold, own, hold in trust or otherwise possess any real, immoveable, or other property and any rights or privileges which the corporation may consider necessary or convenient with reference to any of these objects, and moreover to sell, transfer, ex-

dre, transférer, échanger ou autrement aliéner ou disposer de tous biens ou droits appartenant à la corporation;

(c) Faire des prêts, mortgages ou autres genres de créance;

(d) Payer à même ses fonds toutes charges inhérentes à la constitution en corporation et à l'organisation de la corporation, et prélever et percevoir de ses membres toutes cotisations qui seront jugées nécessaires ou désirables pour les opérations de la corporation et pour le maintien, l'amélioration et l'extension des biens ou facilités de la corporation;

(e) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation de ces objets, y compris l'établissement de règlements et leur mise en vigueur, sous le nom de "The Beach Club, Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir est de vingt mille dollars (\$20,000.00), monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la corporation est à Arvida, dans le district de Chicoutimi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1161

Assistant-procureur général.

change, or otherwise alienate or dispose of any property or rights belonging to the corporation;

(c) To contract loans, mortgages, or other indebtedness;

(d) To pay out of its funds all costs of and incidental to the incorporation and organization of the corporation, and to levy and collect from its members such assessments as may be adjudged necessary or desirable for the operation of the corporation and for the maintenance, improvement, and extension of the property or facilities of the corporation;

(e) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of these objects, including the making and enforcement of by-laws, under the name of "The Beach Club, Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00), in the current money of Canada.

The head office of the corporation will be at Arvida, in the district of Chicoutimi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1162-o

Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Galardo Building & Contracting Company".

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour de février 1940, changeant le nom de la compagnie "Parkdale Construction Company Ltd", en celui de "Galardo Building & Contracting Company".

Daté du bureau du Procureur-général, ce dix-septième jour de février 1940.

L. DESILETS,

1163

Assistant-procureur général.

Supplementary Letters Patent

"Galardo Building & Contracting Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of February, 1940, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Parkdale Construction Company Ltd.", into that of "Galardo Building & Contracting Company".

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1940.

L. DESILETS,

1164-o

Deputy Attorney General.

"John Breakey, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41, 46, 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour de février 1940, à la compagnie "John Breakey, Limited", ratifiant le règlement spécial "D", réduisant et modifiant son capital et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie continuera d'exercer ses opérations, comme suit, savoir:

Règlement spécial "D".

1. Que le capital-actions de la compagnie, autorisé et émis, soit réduit au montant de (a) cent cinquante mille dollars (\$150,000) étant le prix de rachat des dites mille cinq cents (1,500) actions privilégiées rachetées par la compagnie, lesquelles actions sont, par les présentes, annulées et éteintes; et (b) cent vingt-sept mille cinq cents dollars (\$127,500) étant le prix auquel les dites deux mille trois cents vingt-cinq (2,325) secondes actions privilégiées furent achetées et

"John Breakey, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41, 46, 48 and following, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of February, 1940, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, to the company "John Breakey, Limited", ratifying Special By-law "D", reducing and modifying its capital and fixing the amount of capital with which the company will continue to carry on its operations, as follows, to wit:

Special By-law "D".

1. That the authorized and issued share capital of the company be reduced to the extent of (a) one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000), being the redemption price of the said one thousand five hundred (1,500) preference shares redeemed by the company, which shares are hereby cancelled and extinguished; and (b) one hundred and twenty-seven thousand five hundred dollars (\$127,500) being the price at which the said two thousand three hundred and twenty-

rachetées par la compagnie, lesquelles actions sont par les présentes annulées et éteintes; et (c) trente et un mille sept cents dollars (\$31,700) étant le montant que la compagnie a convenu de payer à certains actionnaires comme considération de leur abandon à la compagnie d'un total de mille vingt-trois (1,023) actions ordinaires, sans valeur nominale ou au pair, et, lorsque tel paiement sera fait, lesdites actions seront annulées et éteintes;

2. Que onze mille cinq cent quarante-neuf (11,549) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair du capital actions de la compagnie soient converties en onze mille cinq cent quarante-neuf (11,549) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune, avec les préférences, priorités, droits, limitations et restrictions qui suivent, savoir:

(a) Les porteurs enregistrés des actions privilégiées auront droit de recevoir, lorsque et tel que déclaré par le bureau de direction, des dividendes privilégiés, non-cumulatifs, à tel taux, payables à tel temps, en tels montants, en telle monnaie et à tel endroit ou tels endroits que les directeurs pourront déterminer de temps à autre;

(b) La compagnie peut, à son gré, en aucun temps et de temps à autre, sur résolution des directeurs, appeler pour rachat et racheter toutes ou une partie des actions privilégiées complètement acquittées, alors en cours, à tel prix, moindre que le pair, qui pourra être convenu, et à défaut d'une entente, au pair, après avoir donné avis aux porteurs enregistrés d'icelles, comme les directeurs le jugeront à propos, et de la manière prescrite par résolution des directeurs. Dans le cas où une quantité moindre que la totalité des actions privilégiées en cours devait être appelée pour rachat, les actions ainsi appelées seront choisies au *pro rata* parmi les détenteurs des actions privilégiées alors en cours. Si avis de tel rachat est donné et qu'un montant suffisant au remboursement des actions privilégiées appelées pour rachat a été déposé entre les mains des banquiers de la compagnie, ou en tout autre endroit spécifié dans l'avis, à la date ou avant la date fixée pour le rachat, en tout ou en partie, les détenteurs de telles actions n'auront, dans la suite, aucun droit dans ou contre la compagnie et ils ne devront ni ne pourront exercer aucuns droits comme détenteurs de telles actions et ils n'auront aucun autre droit sauf celui de recevoir paiement sur rachat, comme ci-haut prévu, à même les argents ainsi déposés. Le prix de rachat sera payable à la date fixée pour rachat à tel endroit ou tels endroits, et en telle monnaie ou telles monnaies, comme il sera déterminé par les directeurs;

(c) Dans le cas de toute liquidation, dissolution de la compagnie, soit volontaire ou autrement, tous et aucun des biens disponibles pour distribution entre les actionnaires seront payés et distribués dans l'ordre de priorité suivant:

Premièrement—Dans le paiement de cent dollars (\$100) par action, étant le capital versé sur les actions privilégiées, et, si tels biens sont insuffisants à cette fin, alors, au *pro rata*, aux détenteurs des actions privilégiées; et

Deuxièmement—Tout le résidu de l'actif sera distribué au *pro rata* entre les détenteurs des actions ordinaires proportionnellement aux actions qu'ils détiennent;

(d) Excepté tel que expressément prévu par les présentes, les détenteurs d'actions privilégiées n'auront, comme tels, aucun droit de vote, ni le droit de recevoir avis des assemblées des actio

five (2,325) second preference shares were purchased and redeemed by the company, which shares are hereby cancelled and extinguished; and (c) thirty-one thousand seven hundred dollars (\$31,700) being the amount which the company has agreed to pay to certain shareholders in consideration of their surrendering to the Company a total of one thousand and twenty-three (1,023) ordinary shares without nominal or par value and, upon such payment being made, the said shares will be cancelled and extinguished;

2. That eleven thousand, five hundred and forty-nine (11,549) ordinary shares without nominal or par value of capital stock of the company be converted into eleven thousand five hundred and forty-nine (11,549) preference shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each, with the following preferences, priorities, rights, limitations and restrictions, to wit:

(a) The holders of record of the preference shares shall be entitled to receive, when and as declared by the Board of Directors, non-cumulative preferential dividends at such rate, payable at such times, in such amounts, in such currencies and at such place or places as the Board of Directors may from time to time determine;

(b) The company may, at its option, at any time and from time to time, upon resolution of the Directors, call for redemption and redeem the whole or any part of the then outstanding fully paid preference shares at such price less than par as may be agreed upon, and failing an agreement, at par after giving such notice to the registered holders thereof, as the Directors may deem expedient, and in such manner as may be prescribed by resolution of the Directors. In case less than all of the outstanding preference shares are to be called for redemption, the shares to be called shall be selected *pro rata* from among the holders of the then outstanding preference shares. If notice of any such redemption be given and an amount sufficient to redeem the preference shares called for redemption be deposited with the company's bankers, or in any other place specified by the notice, on or before the date fixed for redemption in whole or in part, the holders of such shares shall thereafter have no rights in or against the company and shall not have nor be entitled to exercise any rights as holders of such shares and shall have no other rights except to receive payment on redemption as above provided out of the moneys so deposited. The redemption price shall be payable on the date fixed for redemption in such place or places and in such currency or currencies as may be determined by the Directors;

(c) In the event of any liquidation, dissolution or winding-up of the company, whether voluntary or otherwise, any and all assets available for distribution among the shareholders shall be paid and distributed in the following order of priority:

First—In the payment of one hundred dollars (\$100) per shares, being the capital paid up on the preference shares and, if such assets are insufficient for that purpose, then ratably to the holders of the preference shares; and

Second—All the remaining assets shall be distributed ratably in proportion to their holdings among the holders of the ordinary shares;

(d) Except as otherwise herein expressly provided the holders of preference shares shall not as such have any voting rights nor shall they be entitled to receive any notice of shareholders'

naires, ni d'assister à telles assemblées, et tous droits de vote et tels avis, en autant que permis par la loi, seront censés avoir été abandonnés par l'acceptation des dites actions privilégiées.

(e) Les dispositions contenues dans les précédents alinéas (a) à (d) inclusivement, et les dispositions dans cet alinéa (e) ne seront pas abrogées, modifiées ni changées, et il ne sera fait aucune augmentation dans le nombre autorisé des actions privilégiées, à moins d'y être autorisé par un règlement de la compagnie, sanctionné par pas moins des trois-quarts des votes donnés à une assemblée générale spéciale des détenteurs d'actions privilégiées, convoquée pour considérer ledit règlement, à laquelle assemblée chaque détenteur aura droit à un vote pour chaque action détenue, lequel règlement sera de plus confirmé par lettres patentes supplémentaires.

3. Que, subséquemment à la sanction de ce règlement spécial "D", par lettres patentes supplémentaires, le capital-actions autorisé de cette compagnie consistera en onze mille cinq cent quarante-neuf (11,549) actions privilégiées, d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et six cent huit (608) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; et

4. Que, après telle réduction du capital, et telle conversion, le montant du capital avec lequel la compagnie exercera désormais ses opérations ou ses affaires ne sera pas moindre que cent dix-huit mille cinq cent trente dollars (\$118,530).

5. Que telle réduction du capital comprend un montant de deux cent quarante et un mille six cents dollars et soixante-trois centins (\$241,600.63) lequel montant n'est pas représenté par un actif disponible.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de février 1940.

1165 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

"Lakeshore Rest Ltd"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de février 1940, changeant le nom de la compagnie "Frank DeRice Ltd", en celui de "Lakeshore Rest Ltd".

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de février 1940.

1167 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

"La Laiterie Frontenac, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41A, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de février 1940, à la compagnie "La Laiterie Frontenac, Limitée", ratifiant un compromis passé entre la compagnie requérante et les actionnaires privilégiés de première priorité, modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées de première priorité, de la manière décrite dans le règlement No 7, à savoir:

Règlement No 7

Que les porteurs d'actions première priorité renoncent, abandonnent et cèdent en faveur de la compagnie, tous arrérages de dividendes non payés et auxquels ils avaient droit, en vertu des

meetings nor to attend such meetings and all voting rights and such notices so far as permitted by law shall be deemed to be waived by the acceptance of the said preference shares;

(e) The provisions contained in the foregoing paragraphs (a) to (d) inclusive and the provisions contained in this paragraph (e) shall not be repealed, modified or altered nor shall any increase in the number of authorized preference shares be made unless authorized by By-law of the company, approved by not less than three-fourths of the votes cast at a special general meeting of the holders of preference shares called for considering the said By-law, at which meeting each such holder shall have one vote for each such share held, which By-law shall be further confirmed by Supplementary letters patent.

3. That, following the approval of this Special By-law "D", by Supplementary I letters Patent, the authorized share capital of this company shall consist of eleven thousand and five hundred and forty-nine (11,549) preference shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each and six hundred and eight (608) ordinary shares without nominal or par value; and

4. That upon such reduction of capital and conversion, the amount of capital with which the company will hereafter carry on its operations or its business shall be not less than one hundred and eighteen thousand five hundred and thirty dollars (\$118,530).

5. That such reduction of capital includes an amount of two hundred and forty-one thousand six hundred dollars and sixty-three cents (\$241,600.63) which is not represented by available assets.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1940.

1166-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Lakeshore Rest Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of February, 1940, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Frank DeRice Ltd.", into that of "Lakeshore Rest Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1940.

1168-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"La Laiterie Frontenac, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41A, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1940, to the company "La Laiterie Frontenac, Limitée", ratifying a compromise passed between the petitioner company and the first priority preferred shareholders, modifying the privileges attached to the first priority preferred shares, in the manner described in By-law No. 7, as follows:

By-Law No. 7

That the holders of the first priority shares renounce, abandon and assign, in favour of the company, all the unpaid arrears of dividends to which they were entitled, in virtue of the Supple-

lettres patentes supplémentaires de la compagnie en date du 17 mars, 1927;

Que les lettres patentes supplémentaires soient amendées de manière à ce qu'à l'avenir le dividende attaché aux actions de première priorité soit non cumulatif.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1169-o Assistant-procureur général.

mentary Letters Patent, bearing date March 17th 1927;

That the Supplementary Letters Patent be amended in such manner that, in future, the dividend attached to the first priority shares be non-cumulative.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1940.

L. DESILETS,
1170 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Féréol, comté de Montmorency, fera application, à la prochaine session de la Législature de Québec, pour l'adoption d'une loi ratifiant une résolution par laquelle son conseil municipal a fixé l'évaluation des propriétés de Québec Power Company, dans les limites de sa municipalité, et l'établissement d'une taxe spéciale annuelle à la dite corporation, et ratifiant et confirmant le contrat intervenu à cet effet entre la dite corporation et la dite Compagnie.

St-Féréol, le 12 février 1940.

LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE ST-FÉREOL,
Par le secrétaire-trésorier,
857-7-4-o ALBERT SIMARD.

Avis public est donné par les présentes que: Henry de G. Domville, Charles de L. Domville et Anne de B. Domville, tous trois de la cité de Montréal, et Jacques Certain de Beaujeu de la ville de Briançon, Département des Hautes Alpes, France, en leur qualité d'arrière petits enfants, héritiers ayants droit, appelés à la substitution créée par le testament de Dame Adélaïde Catherine Aubert de Gaspé, veuve de l'Honorable George René Saveuse de Beaujeu en son vivant de la dite cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi à l'effet de pourvoir au remplacement des Exécuteurs et Administrateurs de la dite Succession; au mode de nomination des dits Exécuteurs-Administrateurs; à leur rémunération; leurs pouvoirs et leurs obligations; à la confirmation des droits des héritiers dans la dite succession; et couvrant disposition concernant les frais et déboursés de la dite législation.

Montréal, le 12 février 1940.

Les procureurs des requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL,
865-7-4-o COMMON & HOWARD.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité scolaire de la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier une résolution adoptée par les Commissaires d'Écoles de ladite municipalité scolaire, le 29 janvier 1940, résolution pourvoyant à l'évaluation des immeubles impossibles de la "Brown Corporation" et ses ayants-cause, pour une période de dix années, à compter du 1er juillet 1940.

La Tuque, le 12 février 1940.

Le procureur de la municipalité scolaire
de la ville de La Tuque,
867-7-4-o C.-ROMULUS DUCHARME.

Avis public est par les présentes donné que M. Phillip Joseph, avocat, des cité et district de Montréal, province de Québec, dûment autorisé

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Féréol, County of Montmorency, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Bill ratifying a resolution whereby its Municipal Council has fixed the valuation of the properties of the Québec Power Company, within the limits of its municipality and the levying of a special annual tax upon the said corporation and to ratify and confirm the contract entered into to that effect between the said corporation and the said company.

St-Féréol, February 12th., 1940.

THE CORPORATION OF THE PARISH OF ST-FEREOL
Per: ALBERT SIMARD,
858-7-4 Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that Henry de G. Domville, Charles de L. Domville and Anne de B. Domville, all three of the city of Montreal, and Jacques Certain de Beaujeu of the town of Briançon, Department des Hautes Alpes, France, in their quality of great grandchildren, heirs ayants-droit, substitutes under the substitution created by the Will of Dame Adelaïde Catherine Aubert de Gaspé, widow of the late Hon. George René Saveuse de Beaujeu, in his lifetime of the city of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for an Act providing for the replacement of the Executors and Administrators of the said Estate, the way in which they will be appointed, their remuneration, their powers and obligations and also for the confirmation of the rights of the heirs in the said Estate and also containing stipulations as to the payment of the fees and disbursements incurred in connection with the said bill.

Montreal, 12th February, 1940.

MONTGOMERY, McMICHAEL,
866-7-4-o COMMON & HOWARD,
Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that the School Municipality of the town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to obtain the ratification of a resolution adopted by the school commissioners of the said municipality, on the 29th of January 1940, resolution providing to the valuation of the taxable immovable properties of the Brown Corporation and its assigns, for a period of ten years, starting from July the 1st, 1940.

La Tuque, February 12th, 1940.

C. ROMULUS DUCHARME,
868-7-4-o Attorney for Petitioner.

Public notice is hereby given that Mr. Phillip Joseph, advocate, of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, duly au-

aux fins des présentes à une assemblée du Conseil général du Barreau de la Province de Québec, tenue en la cité de Québec, le 27 janvier 1940, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale l'autorisant à être admis à la pratique du droit dans la province de Québec, après un examen oral; et pour lui demander de permettre au Barreau de la Province de Québec de l'admettre comme membre du dit barreau.

Montréal, le 6 février 1940.

Les procureurs du requérant,
FITCH, LANDE & BERGER.

132, rue St-Jacques-Ouest,
Montréal.

869-7-4

authorized to these presents at a meeting of the General Council of the Bar of the Province of Quebec, held at Quebec City, on January 27th 1940, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to be admitted to the practice of law in the Province of Quebec, after an oral examination; and to permit the Bar of the Province of Quebec to admit him as a member thereof.

Montreal, 6th February, 1940.

FITCH, LANDE & BERGER,
Attorneys for Petitioner.

132 St. James St.-West,
Montreal.

870-7-4-o

Avis public est par les présentes donné que The St. Paul Land Company, Limited s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi pour ratifier, valider et confirmer les actes de vente affectant le terrain autrefois connu sous les numéros 1014, 1017, 1019 et 1020, en la paroisse de Lachine, avec effet à compter des dates respectives de ces actes de vente, et pour déclarer que le titre des propriétés vendues par les dits actes de vente était dévolu aux acheteurs d'icelles à compter des dates respectives de ces actes bien que, à la suite du décès de feu Maximilian, Thierry, les droits de successions aient été payés seulement pour une demie indivise des dits lots; le tout nonobstant ce qui est contenu dans toute Loi des droits sur les successions de la Province de Québec.

Montreal, le 14 février 1940.

Les procureurs du Requérant,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON &
879-7-4-o HOWARD.

Public notice is hereby given that The St Paul Land Company, Limited will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to ratify, validate and confirm deeds of sale affecting the land formerly known as Lots 1014, 1017, 1019 and 1020, Parish of Lachine, with effect from the respective dates of such deeds of sale, and to declare that the title to the properties sold by said deeds of sale was vested in the purchasers thereof from the respective dates of such deeds although, following the death of the late Maximilian Thierry, succession duties were paid only in respect of one undivided half of said lots; the whole notwithstanding anything contained in any Succession Duty Act of the Province of Quebec.

Montreal, February 14th, 1940.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON &
880-7-4-o HOWARD,
Attorneys for Applicant.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à ses actes d'incorporation, et notamment:

Pour emprunter les sommes suivantes, savoir:
a) \$100,000 pour pavages permanents dans les rues de la cité; b) \$50,000.00 pour remplacement de pavages permanents; c) \$35,000.00 pour l'établissement d'un terrain de stationnement dans le quartier Champlain; d) \$15,000.00 pour le prolongement de la rue Prince-Edouard jusqu'à la rue St-Roch; e) \$30,000.00 pour le prolongement de la rue Marquette, l'élargissement de l'avenue Brown et de la rue St-Cyrille; f) \$25,000.00 pour le redressement de la rue Roc-Amadour; g) \$20,000.00 pour terminer le pavage de la rue St-Cyrille; h) \$50,000.00 pour l'élargissement de la rue Dorchester; pour demander l'autorisation de dépenser à d'autres fins la somme de \$39,000.00 que la cité était déjà autorisée à emprunter en vertu de la loi 2 George VI, chapitre 104; pour demander le pouvoir d'imposer, pendant une période de cinq ans, à compter du 1er mai 1940, une taxe de 3% sur les revenus bruts provenant de la vente de l'électricité et du gaz dans la cité, et des comptes d'abonnement de téléphone dans la cité; pour demander le pouvoir d'imposer, à compter du 1er mai 1940, une taxe spéciale dite "taxe de vente"; pour obtenir l'autorisation d'imposer une taxe sur la gasoline; pour accorder à l'assistant-comptable de la cité certains pouvoirs concernant l'enregistrement des obligations de la cité; pour abolir l'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 102; pour abolir l'article 4 de la loi 3 George VI, chapitre 102, avec effet rétroactif au 10 juillet 1939 inclusivement; pour demander d'étendre au 1er décembre 1940 le

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province at its next session, for certain amendments to its acts of incorporation, and principally;

To borrow the following amounts, namely:

a) \$100,000.00 for permanent pavings in the City's streets; b) \$50,000.00 for replacing permanent pavings; c) \$35,000.00 for the establishment of a parking space in Champlain Ward; d) \$15,000.00 for the prolongation of Prince Edouard street as far as St. Roch street; e) \$30,000.00 for the prolongation of Marquette street, the widening of Brown Avenue and St. Cyrille street; f) \$25,000.00 for the straightening of Roc-Amadour street; g) \$20,000.00 to finish the paving of St. Cyrille street h) \$50,000.00 for the widening of Dorchester street; to request authorization to spend, for other purposes, the sum of \$39,000.00 which the City had already been authorized to borrow under the provisions of the Act 2 George VI, chapter 104; to ask permission to levy, for a period of five years from the 1st of May, 1940, a 3% tax on the gross proceeds derived from the sale of electricity and gas in the City, and on the telephone subscribers' bills in the City; to ask permission to levy, from the 1st of May, 1940, a special tax called "sales tax"; to be empowered to impose a special tax on gasoline; to grant the Assistant Accountant of the City certain powers concerning the registration of the Bonds of the City; to abolish article 3 of the Act 3 George VI, chapter 102; to abolish article 4 of the Act 3 George VI, chapter 102, with a retroactive effect from the 10th of July, 1939, inclusively; to ask permission to extend, to the 1st of December, 1940, the delay for the consolidation of arrears of municipal and

délaï pour la consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires; pour autoriser la cité à emprunter le montant nécessaire pour consolider le déficit budgétaire de l'année fiscale 1940-41; pour demander l'autorisation de fixer comme elle l'entendra le montant des polices d'assurance à être exigées des propriétaires de taxis ou autres véhicules possédés pour fins de location; pour autoriser la cité à publier ses avis officiels dans les journaux de son choix; pour accorder au trésorier de la cité des pouvoirs additionnels dans les cas de faillite ou de vente au shérif; pour étendre au 15 mai 1940 la date fixée pour l'adoption du budget de la cité; pour demander l'autorisation de faire certains changements au point de vue de la préparation et de la revision des listes électorales municipales; pour demander que les tuyaux de l'aqueduc traversant le territoire des municipalités avoisinantes de la cité de Québec, soient déclarés être des biens non imposables pour fins municipales et scolaires; pour définir les pouvoirs du bureau de cotisation; pour déterminer la date et le mode de confection des rôles d'évaluation foncière supplémentaire et de toutes les autres taxes personnelles; pour demander l'autorisation d'accorder une réduction de la taxe foncière dans le cas des immeubles détruits par le feu au cours d'une année fiscale; pour accorder au trésorier de la cité le droit de corriger les erreurs cléricales sur les rôles d'évaluation; pour déterminer les pouvoirs de la cité quant à la taxation des compagnies d'assurance; pour amender la loi concernant la taxe personnelle; pour modifier la date d'exigibilité des intérêts sur les comptes dus pour l'enlèvement de la neige; pour prolonger la commutation de taxes déjà accordée par la loi 2 George VI, chapitre 104, section 10; pour demander le pouvoir de réglementer les salons de barbiers et de beauté; pour modifier la loi permettant de taxer les distributeurs automatiques, phonographes, et jeux mécaniques; pour modifier la loi permettant d'imposer une taxe spéciale de \$500.00 sur les magasins à chaîne exploités dans la cité de Québec; pour déterminer de quelle façon les immeubles et les maisons dessus construites en vertu de la loi des logements ouvriers, et dont la cité est devenue propriétaire, pourront être vendus; pour amender la loi concernant les réclamations faites à la cité pour dommages; pour amender certains articles concernant les procédures faites devant la Cour du Recorder pour la perception des taxes; pour permettre au bureau des Commissaires d'Écoles Protestantes de la cité de Québec de déposer tous ses fonds d'amortissement tant en obligations qu'en espèce, au bureau du Trésorier de la Province; pour permettre au bureau des Commissaires d'Écoles Protestantes de la cité de Québec d'emprunter une somme n'excédant pas \$50,000.00 et à fixer les modalités de cet emprunt; et tous autres amendements concernant la bonne administration de la cité.

Québec, le 13 février 1940.

LES PROCUREURS DE LA CITÉ DE QUÉBEC,
895-7-4-0 NADEAU & PELLETIER.

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné que la cité de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 22 George V, chapitre 111, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Fixer les heures et jours des séances générales et mensuelles du conseil; préparer et homologuer un second rôle d'évaluation en 1940; adopter

school taxes; to authorize the City of borrow the amount necessary to consolidate the deficit of the budget for the fiscal year 1940-41; to ask permission to fix, as it may deem fit, the amount of the insurance policies to be exacted from owners of taxis or other vehicles owned to be let on hire; to authorize the City of publish its official notices in the newspapers of its choice; to grant the City Treasurer additional powers in cases of bankruptcy or sale by sheriff; to extend the date fixed for the adoption of the City's budget to the 15th of May, 1940; to ask the permission to make certain changes with regard to the preparation and revision of the Municipal voters' lists; to ask that the waterworks pipes crossing the territory of the municipalities adjoining the City of Quebec, be declared untaxable property for municipal and school purposes; to define the powers of the board of taxation; to determine the date and manner of compiling the supplementary property valuation rolls and all other personal taxes; to ask permission to grant a reduction of property tax in the case of immovables destroyed by fire in the course of one fiscal year; to grant the City Treasurer the right to correct clerical errors on the valuation rolls; to determine the powers of the City with regard to the taxing of insurance companies; to amend the Act respecting the personal tax; to modify the date of the exigibility of the interest on accounts due for snow removal; to extend the commutation of taxes already granted by the Act 2 George VI, chapter 104, section 10; to ask permission to regulate barber shops and beauty parlours; to modify the Act permitting the taxing of slot machines, phonograph and mechanical games; to modify the Act permitting the levying of a special tax of \$500.00 on chain stores operated in the City of Quebec; to determine the manner in which immovables and the houses thereon erected under the Workmen's Dwelling Act, and whereof the City has become owner, may be sold; to amend the Act concerning claims made against the City for damages; to amend certain articles respecting the proceedings taken before the Recorder's Court for the collection of taxes; to permit the Board of Protestant School Commissioners of the City of Quebec to deposit its sinking funds whether in bonds or specie, in the Provincial Treasurer's office; to permit the Board of Protestant School Commissioners of the City of Quebec to borrow an amount not exceeding \$50,000.00 and to fix the modalities of this loan; and all other amendments concerning the good management of the City.

Quebec February 13th., 1940.

NADEAU & PELLETIER,
896-7-4 Attorneys for the City of Quebec.

CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD

Public notice is hereby given that the city of Salaberry de Valleyfield shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, Act, 22 George V, chapter 111, and to the various acts amending the same, on the following matters;

To determine the hour and dates of the general and monthly meetings of the Council; to prepare and homologate a second valuation roll in 1940;

le système électif du maire et des échevins suivant le procédé de rotation; donner à son trésorier les pouvoirs d'un gérant et contrôleur des finances; subordonner la destitution de son trésorier aux dispositions du chapitre 107a des statuts refondus de Québec, 1925; imposer une taxe de vente; imposer une taxe sur les agents et commerçants étrangers; des taxes, sur les billets de théâtre, les bicycles, les services d'électricité, les appareils téléphoniques; et aussi pour obtenir le droit de continuer de se servir de son terrain, portant le No 152-6 du cadastre de la cité, pour fins municipales; ratifier son règlement No 389; ratifier, à compter de leur passation respective, le bail et la convention intervenus entre la cité et la Fernhill Limited; et pour toutes autres fins.

Salaberry de Valleyfield, le 14 février 1940.

Le procureur de la requérante,
877-8-4-o ALBERT LEBLANC.

Avis public est par les présentes donné que les Héritiers et les Exécuteurs testamentaires de feu Cléophas St-Aubin, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisés à emprunter certaines sommes et aussi à construire sur certains lots vacants; pour, en outre, apporter certaines modifications à la substitution créée en vertu du dernier testament dudit Cléophas St-Aubin, et aussi pour permettre au dernier survivant des enfants ou des petits enfants, en certains cas, de disposer par testament, des biens de la succession.

Montréal, ce 14ème jour de février 1940.

Les procureurs des Héritiers et Exécuteurs
testamentaires de feu Cléophas St-Aubin,
VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU.
917-7-4-o

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS PUBLIC

Les Révérends Pères du Très St-Sacrement de la Ville de Shawinigan Falls s'adresseront à la Législature de Québec, lors de la présente session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de les constituer en corporation sous certaines conditions.

Québec, ce 20 février, 1940.

Les procureurs des requérants,
981-8-4-o DORION, DORION & NOEL.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

AVIS PUBLIC

Les Révérends Pères du Très St-Sacrement de la ville de Sherbrooke s'adresseront à la Législature de Québec, lors de la présente session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de les constituer en corporation sous certaines conditions.

Québec, ce 20 février, 1940.

Les procureurs des requérants,
983-8-4-o DORION, DORION & NOEL.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale et les commissaires d'écoles de la municipalité de St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, demanderont à la Législature, au cours de la session commençant le 20 février 1940, une loi ratifiant et confirmant:

a) Un règlement adopté par le conseil de la corporation municipale susdite, le 2 décembre

to adopt the elective system of the Mayor and aldermen according to the process of rotation; to give the treasurer the powers of a manager and controller of finances; to subordinate the dismissal of its treasurer to the provisions of the Chapter 107a of the Revised Statutes of Quebec, 1925; to impose a sales' tax; to levy a tax on non-resident agents and merchants; taxes on theatre tickets, bicycles, supply of electricity, telephone apparatus; and also to obtain the right to continue using its land bearing No. 152-6 of the city cadaster, for municipal purposes; to ratify its by-law No. 389; to ratify, from their respective passing, the lease and agreement concluded between the city and the Fernhill Limited, and for all other purposes.

Salaberry de Valleyfield, February 14, 1940.

ALBERT LEBLANC,
878-8-4-o Attorney for the Applicant.

Public notice is hereby given that the Heirs and Testamentary Executors of the late Cleophas St-Aubin will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, for the enactment of a law authorizing them to borrow certain sums of money, and also to build on certain vacant lots; and also, to modify certain terms and conditions of the substitution created in virtue of the Last Will and Testament of the said Cléophas St-Aubin, and also to allow the last surviving child or grandchild, in certain cases, to dispose by Will of the assets of the Estate.

Montreal, February 14th., 1940.

VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU,
Attorneys for the Heirs and Testamentary
Executors of the late Cléophas St-Aubin.
918-7-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

The Reverend Fathers of The Saint-Sacrement of the city of Shawinigan Falls will appeal to the Legislature of Quebec, during the present session, for the purpose of obtaining a project of law with the object of constituting them into a corporation under certain conditions.

Quebec, February 20th, 1940.

DORION, DORION & NOEL,
982-8-4-o Counsels for the petitioners.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

The Reverend Fathers of The Saint-Sacrement of the city of Sherbrooke will appeal to the Legislature of Quebec, during the present session, for the purpose of obtaining a project of law with the object of constituting them into a corporation under certain conditions.

Quebec, 20th February, 1940.

DORION, DORION & NOEL,
984-8-4-o Counsels for the petitioners.

Public notice is hereby given that the municipal corporation and the school commissioners for the municipality of St-Simon-de-Drummond, county of Drummond, will apply to the Legislature at its sessions beginning February the 20th 1940, for an act to ratify and confirm:

a) A by-law passed by the council of the said municipality, on the 2nd day of December, 1939,

1939, et approuvé par les électeurs propriétaires de ladite municipalité, le 8 janvier 1940;

b) Une résolution adoptée par les commissaires d'écoles de la susdite municipalité, le 13 février 1940;

Lesquels règlement et résolution sont à l'effet de fixer l'évaluation municipale maximum et le taux maximum de la taxe foncière municipale et de la taxe scolaire, pour tous les biens-fonds compris autrefois dans la municipalité du canton de Wickham-est, et compris maintenant dans la municipalité de St-Simon-de-Drummond, et ce pour une période de vingt années, pourvu toutefois que toutes nouvelles constructions et additions auxdits biens-fonds soient imposées et taxées suivant la loi municipale.

St-Simon-de-Drummond, 15 février 1940.

Corporation municipale de St-Simon-de-Drummond,

Par le maire,
(Signé) J.-ESDRAS DUMAINE,
Le secrétaire-trésorier,
(Signé) J.-H. RATTÉ.

Les Commissaires d'écoles de la municipalité de St-Simon-de-Drummond.

Par le président,
(Signé) J.-ESDRAS DUMAINE,
Le secrétaire-trésorier,

1003-8-4-o (Signé) J. H. RATTÉ.

and approved by the electors who are proprietors in the said municipality, on the 8th day of January 1940;

b) A resolution passed by the school commissioners for the said municipality, on the 13th day of February 1940;

Those by-law and resolution being to the effect of fixing the maximum of the municipal valuation and the maximum of rate for real estate tax and school tax, for all immoveables belonging previously to the municipality of Wickham-east township and belonging actually to the said municipality of St-Simon-de-Drummond, and this for a period of twenty years, provided however that all new constructions and improvements to the said immoveables will be valued and taxed according to the municipal law.

St-Simon-de-Drummond, February 15th 1940.

The municipal corporation of St-Simon-de-Drummond.

(Signed) J. ESDRAS DUMAINE, Mayor.
(Signed) J. H. RATTÉ,
Secretary-Treasurer.

The school commissioners for the municipality of St-Simon-de-Drummond.

(Signed) J.-ESDRAS DUMAINE,
President.

(Signed) J. H. RATTÉ,
Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné par la Ville de Pointe-Claire, qu'à la présente session de la législature de la Province de Québec, elle demandera l'adoption d'une loi pour amender sa charte, lui permettant de créer un fond de roulement et d'édicter tout ce que nécessaire pour améliorer les finances et le crédit de la Ville, de changer la date des élections municipales de juillet à janvier, de prolonger d'environ six mois le terme des échevins sortant de charge au mois de juillet 1940, et pour autres fins.

Montréal, 26 février 1940.

Le procureur de la ville de Pointe-Claire,
1097-9-4-o ELPHEGE MARIER.

Notice is hereby given by the Town of Pointe-Claire that at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, it will pray for the adoption of an act to amend its charter, to allow the creation of a working-fund, to edict all that may be necessary to ameliorate the finance and the credit of the Town, to change the date of elections from July to January, and to extend for about six months the term of office of the aldermen expiring in July 1940, and for other purposes.

Montreal, February 26. 1940.

ELPHEGE MARIER,
Attorney for the Town of Pointe-Claire.
1098-9-4-o

Avis public est par les présentes donné que certains des légataires de la succession de feu l'Honorable Charles Wilson, en son vivant des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le partage immédiat des biens de cette succession, le paiement de certaines annuités ou de certains legs, la nomination de personnes pour effectuer ce partage, et toutes autres dispositions qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, le 28 février 1940.

Les procureurs des requérants,
LEROUX & LEROUX, ET
SLATTERY, BELANGER & PARE.
1121-9-4-o

Public notice is hereby given that certain legatees of the Estate of the late Honourable Charles Wilson, in his lifetime of the City and District of Montreal, will apply at this pending Session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act to authorize the immediate Partition of the assets of the Estate, the payment of certain annuities and legacies, the appointment of persons to effect such partition, and other provisions as it may please the legislature to grant.

Montreal, February 28th., 1940.

LEROUX, & LEROUX, AND
SLATTERY, BELANGER & PARE,
1122-9-4-o Attorneys for the Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que La Ville de Saint-Jérôme, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège social dans la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de Québec, durant la présente session, afin de faire approuver le règlement numéro 323, nouvelle série, pourvoyant à la construction d'un entrepôt municipal et autorisant la Ville de Saint-Jérôme, à emprunter une somme de \$20,000.00, pour un terme de vingt ans, à un taux n'excédant pas

Public notice is hereby given, that the Town of Saint Jérôme, a municipal body, politic and duly incorporated by law, having its head office in the Town of Saint-Jérôme, County of Terrebonne, will apply to the Legislature of Quebec, during the present Session, for the approval of by-law Number 323, new series, providing for the construction of a municipal warehouse and authorizing the Town of Saint-Jérôme to borrow an amount of \$20,000.00, for a term of twenty years, at a rate not exceeding 5%, payable semi-

5%, payable semi-annuellement, pour payer le coût de la construction du dit entrepôt municipal.

Saint-Jérôme, ce 27 février 1940.

Le procureur de la Ville de Saint-Jérôme,
1123-9-4-o CAMILLE-L. de MARTIGNY.

annually, to defray the costs of the construction of the said municipal warehouse.

Saint-Jérôme, this 27th February, 1940.

•CAMILLE L. de MARTIGNY,
Attorney for the Town of Saint-Jérôme.
1124-9-4

Avis est, par les présentes donné que Stanislas Gaudreau, dentiste, et Marie-Hélène Déry, tous deux des cité et district de Québec, époux séparés de biens contractuellement, demanderont à la Législature de Québec, à sa présente session l'adoption d'une loi leur permettant d'amender leur contrat de mariage, et de tester.

Québec, le 7 mars 1940.

Les procureurs des requérants,
1249-10-4-o FOURNIER & DERY.

Notice is, hereby, given that Stanislas Gaudreau, dentist, and Marie-Hélène Déry, both of the city and district of Quebec, consorts separated as to property, will make application to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of a law authorizing them to amend their marriage contract and to bequeath.

FOURNIER & DERY,
Attorneys for Petitioners.
1250-10-4-o

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, Montréal, No 189566. Dame Barbara Irma Sieber, demanderesse; vs Fritz Werner von Allmen, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, ce 28ième jour de février 1940.

L'avocat de la demanderesse,
1171-o J.-BRUNO NANTEL.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Montreal, No. 189566. Dame Barbara Irma Sieber, plaintiff; vs Fritz Werner von Allmen, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 28th day of February, 1940.

J. BRUNO NANTEL,
Advocate for plaintiff.
1172

Avis divers

Miscellaneous Notice

Avis est, par les présentes, donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de Masham-Sud, qu'ils ont reçu du ministère des affaires municipales, le document suivant:

"Copie du Rapport d'un Comité de L'honorable Conseil Exécutif en date du 30 janvier 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 1er février 1940.

Concernant le changement du nom de la municipalité de Masham-Sud en celui de Sainte-Cécile de Masham, comté de Gatineau.

L'Honorable ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, dans un mémoire en date du 30 janvier 1940, expose:

Que le conseil municipal de Masham-Sud, dans le comté de Gatineau, par une résolution en date du 7 février 1938, demande que le nom de cette municipalité soit changé en celui de "Municipalité de Sainte-Cécile de Masham";

Que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

En conséquence, l'honorable ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, recommande:

Que le nom de la municipalité de Masham-Sud soit changé en celui de "Municipalité de Sainte-Cécile de Masham" le tout sous l'autorité de l'article 48 du code municipal.

Certifié (signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

THOMAS BRAZEAU, JEAN-LOUIS LEMIEUX,
Maire. Secrétaire-trésorier.
1113-9-2-o

Notice is hereby given by the mayor and secretary of the Corporation of South-Masham, that they have received from the department of municipal affairs, the following document:

Copy of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated January 30th., 1940, approved by the Lieutenant-Governor on February 1st., 1940.

Concerning the changing of the name of the municipality of South-Masham in that of Sainte Cécile de Masham, county of Gatineau.

The Honourable Minister of municipal affairs, trade and commerce, in a memorandum dated January 30th., 1940, states:

That the municipal council of South-Masham, in the county of Gatineau, by a resolution dated February 7th., 1938, demands that the name of that municipality be changed in that of "Municipality of Sainte Cécile de Masham";

That all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

Consequently, the honourable minister of municipal affairs, trade and commerce, recommends:

That the name of the municipality of South-Masham be changed in that of "Municipality of Sainte Cécile de Masham", the whole under authority of section 48, municipal code.

Certified (Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

THOMAS BRAZEAU, JEAN LOUIS LEMIEUX,
Mayor. Secretary-treasurer.
1114-9-2-o

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat des Camionneurs de la province de Québec, Inc."—"Motor Carriers' Syndicate of

The formation of an association under the name of "Syndicat des Camionneurs de la Province de Québec, Inc."—"Motor Carriers' Syn-

the Province of Quebec, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du vingt-huitième jour de février 1940.

Le siège principal de la société sera à Montréal, dans la province de Québec.

1173-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat des Employés de Bureau de la Compagnie Legaré Ltée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du deuxième jour de mars 1940.

Le siège principal de la société sera dans la cité de Québec.

1187-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats professionnels, le lieutenant-gouverneur en conseil a, le deuxième jour de mars 1940, autorisé "Le Syndicat des Employés du Tricot", à changer son nom en celui de "Syndicat des Employés du Textile de Saint-Jérôme, Section de la Regent Knitting Mills".

Donné du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1940.

1193-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

SAVINGS AND INVESTMENTS LIMITED

Avis public est par les présentes donné que le règlement suivant a été passé par les directeurs de la compagnie "Savings and Investments Limited", à une assemblée tenue le 15ème jour de février 1940, à 360 rue McGill, Montréal, et a été ratifié et confirmé le même jour à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, dûment convoquée à cette fin:

Règlement "A"

Vu que la compagnie "Savings and Investments Limited" a cessé d'exercer son commerce, excepté pour les fins de la ventilation de ses affaires, et qu'elle n'a aucunes dettes ou obligations auxquelles elle n'a pas pourvu ou qui n'ont pas été protégées, que les directeurs de la dite compagnie "Savings and Investments Limited" soient et ils sont par les présentes autorisés, investis de pouvoirs et invités à procéder immédiatement à la distribution des biens de la compagnie entre ses actionnaires, conformément aux dispositions de la section 81 de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 26ème jour de février 1940.

1227 Le secrétaire-trésorier,
G.-A. CRITTENDEN.

LES ENTREPRISES OLYMPIQUES LIMITÉE

Règlement spécial numéro cinq (5) relatif à l'augmentation du nombre des directeurs.

Il est par le présent règlement numéro 5 ordonné, statué et unanimement résolu ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie "Les Entreprises Olympiques Limitée" soit modifié à toutes fins futures que de droit.

2. Que le nombre des directeurs de la présente compagnie "Les Entreprises Olympiques Limi-

cate of the Province of Quebec, Inc.", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, under date the twenty-eighth day of February, 1940.

The principal place of business of the association is at Montreal, in the Province of Quebec.

1174 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Employés de Bureau de la Compagnie Legaré Ltée", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province, under the date of the second day of March, 1940.

The principal place of business of the association will be in the city of Québec.

1188 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that under the Professional Syndicates' Act, the Lieutenant-Governor in Council has, on the second day of March, 1940, authorized "Le Syndicat des Employés du Tricot", to change its name to that of "Syndicat des Employés du Textile de Saint-Jérôme, Section de la Regent Knitting Mills".

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1940.

1194 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

SAVINGS AND INVESTMENTS LIMITED

Public notice is hereby given that the following By-law was passed by the Directors of "Savings and Investments Limited", at a meeting held on the 15th day of February, 1940, at 360 McGill Street, Montreal, and later on the same day ratified and confirmed at a Special General Meeting of the shareholders of the Company duly called for this purpose:

By-Law "A"

That, in view of the fact that Savings and Investments Limited has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been protected or provided for, that the directors of Savings and Investments Limited be, and they are hereby authorized, empowered and directed to proceed forthwith to effect the distribution of the Company's assets amongst its shareholders by complying with the provisions of Section 81 of Part I of the Quebec Companies' Act."

Dated at Montreal, this 26th day of February, 1940.

1228-0 G. A. CRITTENDEN,
Secretary-Treasurer.

LES ENTREPRISES OLYMPIQUES LIMITÉE

Special By-law Number five (5) with regard to increasing the number of directors.

It is by the present By-law Number 5 ordered, enacted and unanimously resolved as follows:

1. That the number of the directors of the company "Les Entreprises Olympiques Limitée" be modified to all future intents and purposes.

2. That the number of the directors of the present company "Les Entreprises Olympiques

tée soit augmenté à l'avenir de trois à sept directeurs.

Lu, adopté et signé, ce huitième jour d'avril 1939.

Le président,
G. SYLVIO MARCEAU.
Le secrétaire,
LORENZO MOREL.

1251-o

Limitée" be increased for the future from three to seven directors.

Read, adopted and signed, this eighth day of April, 1939.

G. SYLVIO MARCEAU,
President.
LORENZO MOREL,
Secretary.

1252

Bureau-chef

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Holliday Publications Limited" constituée en corporation par lettres patentes de la province, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 15ème jour de février 1940, a établi son bureau principal au No 660, rue Ste-Catherine ouest, chambre 217, Montréal.

Daté, à Montréal, ce 23ème jour de février 1940.

1231 Le président,
E. J. HOLLIDAY.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that Holliday Publications Limited, incorporated by provincial letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 15th day of February, 1940, has established its head office at room No. 217, 660 St. Catherine street west, Montreal.

Dated at Montreal this 23rd day of February, 1940.

1232-o E. J. HOLLIDAY,
President.

Chartes—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Argenteuil Limited" s'adressera immédiatement au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 2 mars 1940.

1175 Le secrétaire,
A. P. GRIGG.

STYLES & DESIGNS LIMITED

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Styles & Designs Limited, donne par les présentes avis qu'elle présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 25 de la dite loi pour faire remise de sa charte dans le but de la faire annuler et pour que la date à partir de laquelle la compagnie sera dissoute soit fixée.

Montréal, le 22 février 1940.

1177 STYLES & DESIGNS LIMITED,
Par MATHILDA-M. HARTLEY,
Secretary.

DRILLING SUPPLIES LIMITED

AVIS

La compagnie "Drilling Supplies Limited" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il plaira au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, de fixer.

Montréal, le 1er mars 1940.

1181 Le secrétaire,
D. P. McKINNEY.

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that Argenteuil Limited, will apply forthwith to the Lieutenant-Governor in Quebec in Council for leave to surrender its charter.

Montreal, March 2nd, 1940.

1176-o A. P. GRIGG,
Secretary.

STYLES & DESIGNS LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Styles & Designs Limited, hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor-in-Council, under Section 25 of the said Act, for leave to surrender its Charter, a direction as to its cancellation, and the fixing of a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, February 22nd., 1940.

1178-o STYLES & DESIGNS LIMITED,
Per: MATHILDA M. HARTLEY,
Secretary.

DRILLING SUPPLIES LIMITED

NOTICE

Drilling Supplies Limited, hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of section 25 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Montreal, March 1st., 1940.

1182-o D. P. McKINNEY,
Secretary.

INTERNATIONAL HOLDING AND INVESTMENT
COMPANY LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "International Holding and Investment Company Limited", a l'intention de demander l'abandon de sa charte, en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, Canada, le 28 février 1940.

Le secrétaire,
1183 A.-H. LANG.

Avis est par la présente donné que la Compagnie South Shore Forest Products Co. Ltd, demandera au Procureur général de la province de Québec, et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, l'abandon de sa charte.

Le procureur,
1185-o EDGAR CHAMPOUX.

La compagnie "Morris Clothes Co.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, pour leur demander l'abandon de sa charte à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Le secrétaire,
1189 DAVID PASHLINSKY.

La compagnie "S. Rohrliek & Sons Ltd", constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, pour leur demander l'abandon de sa charte à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Le secrétaire,
1191 I. ROHRLICK.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite Loi, il a plu au procureur général et au Ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Art Process Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-unième jour de janvier 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1195 Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite Loi, il a plu au procureur général et au Ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dominion Umbrellas Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour de juin 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, la dite compagnie a pris fin.

INTERNATIONAL HOLDING AND INVESTMENT
COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that International Holding and Investment Company Limited intends to apply for leave to surrender its charter under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, Canada, 28th February, 1940.

A. H. LANG,
1184-o Secretary.

Notice is hereby given that South Shore Forest Products Co. Ltd, shall file a petition to the Attorney General of the Province of Quebec, and the Minister of the Municipal Affairs, Trade and Commerce, for the surrender of its charter.

EDGAR CHAMPOUX,
1186-o Attorney.

Morris Clothes Co., incorporated under the provisions of the Quebec Companies' Act, hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs and Trade & Commerce for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by them.

DAVID PASHLINSKY,
1190-o Secretary.

S. Rohrliek & Sons Ltd, incorporated under the provisions of the Quebec Companies' Act, hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs and Trade & Commerce for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by them.

I. ROHRLICK,
1192-o Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Art Process Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of January, 1933.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1940.

L. DESILETS,
1196-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dominion Umbrellas Limited", incorporated by letters patent dated the seventh day of June, 1934.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1197 Assistant-procureur général.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1940.

L. DESILETS,
1198-o Deputy Attorney General

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite Loi, il a plu au procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Select Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1917.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1199 Assistant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Select Realities Limited", incorporated by letters patent dated the tenth day of October, 1917.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1940.

L. DESILETS,
1200-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gaspé Fish Transportation Ltd.—Transport du Poisson de Gaspé Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1201-o Assistant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Gaspé Fish Transportation Ltd.—Transport du Poisson de Gaspé Ltée", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of February, 1937.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty third day of February, 1940.

L. DESILETS,
1202 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jos. Lebeault, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1940.

L. DESILETS,
1203-o Assistant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25 and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jos. Lebeault, Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty second day of March, 1935.

Notice is also given that from and after the twenty ninth day of February, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty third day of February, 1940.

L. DESILETS,
1204 Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No. 588-38

Québec, 22 février, 1940.

Vu que des erreurs ont été commises lors de l'érection de la municipalité scolaire du village du Lac Bouchette, le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il se propose de rectifier les limites de cette municipalité de manière, qu'à l'avenir, son territoire comprenne les lots 7 à 20 inclusivement du rang V du canton de Dablon.

1143-9-2-o

No. 588-38

Quebec, February 22nd 1940.

Seeing that errors have been committed at the time of the erection of the School Municipality of the Village of Lake Bouchette, the Superintendent of Public Instruction gives notice that he intends to rectify the limits of the said municipality so that, in future, its territory shall comprise lots 7 to 20 inclusively, in Range V of the Township of Dablon.

1144-9-2

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné que, vu la demande qui en a été faite par son bureau de direction, à la suite d'une déclaration de la totalité des actionnaires, la compagnie à fonds social, connue sous le nom de "La Ferme St-Antoine Inc.", ayant son siège d'affaires à Montréal, dans le district de Montréal, est à compter de ce jour, constituée en société coopérative agricole, sous le nom de "La Coopérative de Lait et Crème St-Antoine."

La dite coopérative conservant son siège d'affaires à Montréal et étant à l'avenir aux droits et obligations de la ci-devant Ferme St-Antoine Inc.

Québec, ce vingt-unième jour de février 1940.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
1233-o P.-PH. ROY.

Notice is hereby given that seeing the request made by its board of directors, following a declaration of all the shareholders, the joint stock company known under the name of "La Ferme St-Antoine Inc." having its place of business at Montreal, in the district of Montreal, shall, from and after this date, be incorporated into a Co-operative Agricultural Association, under the name of "La Coopérative de Lait et Crème St-Antoine."

The said cooperative keeping its place of business at Montreal, and being, in future, vested with the rights and obligations of the heretofore "Ferme St-Antoine Inc."

Quebec, this twenty first day of February, 1940.

L. PH. ROY,
Deputy Minister of Agriculture.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis que la présente requête en prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la chaussure, approuvée par l'arrêté ministériel No 1996 du 9 septembre 1939, a été amendée par l'arrêté No 1011 du 2 mars 1940.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 mars 1940. 1209-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 1012 du 2 mars 1940 pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est a été autorisé, du 1er mars 1940 au 28 février 1941, à prélever des cotisations au taux de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret no 692 du 7 mai 1938 et amendements.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 mars 1940. 1211-o

CORRECTION

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le paragraphe "E" de l'article III du décret no 492 du 1er février 1940, concernant une convention collective de travail relative à la Canadian Car & Foundry Company, Limited est corrigé, dans la version anglaise, en remplaçant le mot "Engineers" par le mot "Enginemen"; la même correction s'applique à l'avant dernière ligne de l'article IV, où le mot "engineers" apparaît.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 mars 1940. 1225-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, minister of Labour, hereby gives notice that the request for levy of the Joint Committee of the Shoe Industry, approved by Order-in-Council No. 1996 of September 9th, 1939, has been amended by Order No. 1011 of March 2nd, 1940.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 9th., 1940. 1210-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 1012 of March 2nd, 1940 ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Building Trades Joint Committee of the Eastern Township District has been authorized, from March 1st 1940 to February 28th 1941, to levy assessments at the rate of $\frac{1}{2}$ of 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 692 of May 7th, 1938 and amendments.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 9th, 1940. 1212-o

CORRECTION

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that paragraph "E" of section III of Decree No. 492 of February 1st, 1940, concerning a collective labour agreement relating to the Canadian Car & Foundry Company, Limited, is corrected, in the English version, by replacing the word "Engineers" by the word "Enginemen"; the same correction applies to the word "engineers" contained in section IV.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 9, 1940. 1226-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des Conventions collectives de Travail (1 Geo. VI, chapitre 49 et amendements), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le comité paritaire de l'industrie des gants de travail lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre

D'UNE PART:

Acme Glove Works, Ltd., J.-A. Ouellette Reg'd, Solid Glove Limited, Montreal Glove Works, Balcer Glove Mfg. Co.

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération nationale des Gantiers du Canada, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête suivant les conditions ci-après:

1. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires seront les suivants majorés de 10%:

A. FERMETURE DES GANTS ET DES MITAINES.—CLOSING OF GLOVES AND MITTS

MITAINES D'ENFANTS ET "COMFORT".—COMFORT AND BOYS MITTS

1. Mitaines "comfort", complètes sans nervure.—Comfort mitts, no welt, complete	\$ 0.10
2. Mitaines pour enfants.—Boys mitts	0.09
3. Mitaines "comfort", pouces avec nervures.—Comfort mitts, thumb with welt	0.12
4. Mitaines "comfort", avec nervure en entier.—Comfort mitts, full welt	0.16
5. Mitaines "comfort", dos en mocassin, pouces avec nervures.—Comfort mitts, mocassin backs, thumb with welt	0.23

"PULL OVER".—PULL OVER

6. "Pull over" sans élastique, complet, sans nervure.—Pull over, no elastic, no welt, complete	0.11
7. "Pull over", complet, pouces avec nervures.—Pull over, complete thumb with welt	0.15
8. "Pull over", complet, nervure en entier.—Pull over, complete, all welt	0.21
9. "Pull over", complet, pouces avec nervures, dos en mocassin.—Pull over, complete, thumb with welt, mocassin back	0.26
10. "Pull over" avec nervure et renfort complet.—Pull over with welt and patch, complete	0.23
11. "Pull over", fermé par couture extérieure.—Pull over, closed outseam	0.13
12. Mitaines mocassin, avec nervure.—Mocassin mitts, full welt	0.16

MITAINES A UN DOIGT.—ONE-FINGER MITTS

13. Poser le pouce avec ou sans nervure.—Sewing thumb with or without welt	0.07
14.—Mitaines à un doigt, fermer avec pagode ou bandes.—One-finger mitts, closing with cuff or bands	0.09
15. Mitaines à un doigt avec nervure et pagodes.—One-finger mitts, full welt with cuffs	0.12
16. Mitaines à un doigt avec renfort long.—One-finger mitts with long patch. Supplé. de.—extra	0.02
17. Toute mitaine avec pouce et dos en fourrure.—All mitts with fur thumb and fur back	0.15
18. Toute mitaine avec pouce en fourrure et protecteur.—All mitts with fur thumb and protector	0.17

GANTS CHICAGO OU PLYMOUTH.—CHICAGO OR PLYMOUTH GLOVES

19. Pouce de gants—couture intérieure.—Inseam gloves thumb	0.08
20. Pouce avec nervure.—Thumb with welt	0.13
21. Pouce avec nervure en cuir.—Thumb with leather welt	0.15
22. Tout gant fermé et doublé.—All gloves with lining closing. Supplément de—Extra	0.02
23. Fermer chicago avec pagode—couture intérieure.—Closing chicago with cuff, inseam	0.13
24. Fermer chicago avec nervure et pagodes.—Closing chicago with welt and cuff	0.20
25. Fermer couture extérieure avec pagodes.—Closing outseam with cuffs	0.15
26. Fermer couture extérieure et coudre (tack) doublure avec pagodes.—Closing outseam and tacking lining with cuffs	0.22

GANTS RIVES OU "GUN CUT".—RIVETED OR GUN CUT GLOVES

27. Pouce—couture intérieure.—Inseam thumb	0.08
28. Fermer couture intérieure avec pagodes.—Closing inseam with cuffs	0.17
29. Fermer couture extérieure avec pagodes (en mouton).—Closing outseam with cuffs (sheep skin)	0.22
(tout autre cuir).—(all other leather)	0.26

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49 and amendments), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Working Glove Industry has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Acme Glove Works, Ltd., J. A. Ouellette Reg'd, Solid Glove Limited, Montreal Glove Works, Balcer Glove Mfg. Co.

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération nationale des Gantiers du Canada", be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request according to the following conditions:

1. *Rates of wages*: The minimum rates of wages shall be the following increased by 10%:

30. Fermer avec nervure et pagodes (en mouton).—Closing with welt and cuffs (sheep skin) (tout autre cuir).—(all other leather)	0.30
31. Fermer couture extérieure avec pagodes doublées.—Closing outseam, lined cuffs	0.32
32. Fermer avec "tips".—Closing with tips. Supplément de.—Extra	0.02
33. Fermer avec renfort.—Closing with patch. Supplément de.—Extra	0.02

B. PREPARATION DES DOIGTS.—PREPARING FINGERS

34. Préparer les doigts rivés "gun cut" (tout en cuir).—Preparing riveted fingers Gun Cut (all leather)	0.14
35. Préparer les doigts avec nervure.—Preparing fingers with welt	0.15

C. ASSEMBLAGE DES DOIGTS.—ASSEMBLING FINGERS

36. Zig-zag.—Zig zag	0.07
37. Piqué ou avec nervure.—Lap seam or welt	0.15
38. Doigt—couture extérieure ou intérieure.—Outseam or inseam finger	0.10

D. OPERATIONS DIVERSES.—SUNDRIES OPERATIONS

39. Assemblage des dos par couture intérieure.—Inseam assembling of backs	0.06
40. Assemblage des dos par couture extérieure.—Outseam assembling of backs	0.06
41. Piquer les dos avec boucles, sur machine à une aiguille.—Lap sewing backs with buckles, on one-needle machine	0.07
42. Assembler les paumes ou les dos de petites mitaines sur machine à une aiguille.—Assembling backs or palms of mitts on one-needle machine	0.03
43. Poser courroies autour du pouce sur machine à une aiguille.—Putting straps around thumb on one-needle machine	0.10
44. Coudre "tack" sur courroies sur machine à une aiguille.—Tacking on straps on one-needle machine	0.07
45. Assembler les courroies sur machine à une aiguille.—Assembling straps on one-needle machine	0.10
46. Poser courroies et boucles piquées sur machine à une aiguille.—Putting on lap sewed straps and buckles on one-needle machine	0.10
47. Poser la petite frange sur machine à une aiguille.—Putting on small fringe on one-needle machine	0.03
48. Poser la grande frange sur machine à une aiguille.—Putting on large fringe on one-needle machine	0.04
49. Poser pouce rond sur gant sur machine à une aiguille.—Putting on round thumb on gloves on one-needle machine	0.20
50. Fermer le pouce, sur machine à une aiguille.—Closing thumb on one-needle machine	0.03
51. Poser carabin sur le pouce sur machine à une aiguille.—Sewing quirks on thumb on one-needle machine	0.05
52. Coudre le pouce rond pour mitaines, moulin à deux aiguilles.—Sewing round thumb on mitts—two-needle machine	0.11
53. Faire les filets sur gants ou mitaines.—Silking on gloves or mitts	0.09
54. Tirer et attacher les fils seulement.—Pulling the string and tying	0.07
55. Couture des "stays", sur machine à une aiguille.—Sewing of stays on one-needle machine	0.20
56. Piquer une fourchette assemblée, sur machine à une aiguille.—Sewing one assembled forchette, one-needle machine	0.15
57. Piquer trois fourchettes assemblées sur machine à une aiguille.—Sewing three assembled forchettes, one-needle machine	0.35
58. Fermer mitaines courtes sur moulin à fourrure, machine à une aiguille.—Closing fur short mitts on fur machine, one-needle machine	0.10
59. Assembler les bandes ou petites pagodes sur machine à deux aiguilles.—Assembling bands or small cuffs on two-needle machine	0.03
60. Assembler les pagodes moyennes sur machine à deux aiguilles.—Assembling medium cuffs on two-needle machine	0.04
61. Assembler les grandes pagodes sur machine à deux aiguilles.—Assembling large cuffs, on two-needle machine	0.05
62. Poser les grandes pagodes sur machine à deux aiguilles.—Putting on large cuffs on two-needle machine	0.07
63. Poser les bandes ou petites pagodes sur machine à deux aiguilles.—Putting on bands or small cuffs on two-needle machine	0.05
64. Poser les petites pagodes collées, machine à deux aiguilles.—Putting on small glued cuffs on two-needle machine	0.12
65. Poser les pagodes oillées, grandes, sur machines à deux aiguilles.—Putting on large glued cuffs on two-needle machine	0.15
66. Rabattre les pagodes avec doublure sur machine à deux aiguilles.—Turning over lined cuffs on two-needle machine	0.15
67. Assembler les courroies sur raffileur.—Assembling straps on trimmer	0.10
68. Poser le "pull piece" ou protecteur régulier sur machine à une aiguille.—Putting on regular protector or pull piece on one-needle machine	0.02
69. Poser doublure avec pagodes sur machine à une aiguille.—Putting on lining with cuffs on one-needle machine. Supplément de.—Extra	0.02
70. Poser petites pointes, couture intérieure, sur machine à une aiguille.—Putting on small gores, inseam, on one-needle machine	0.03
71. Poser les grandes pointes, couture extérieure, sur machine à une aiguille.—Putting on large gores, inseam, on one-needle machine	0.04

72. Poser les grandes pointes, coutures extérieur, sur machine à une aiguille.—Putting on large gores, outseam, on one-needle machine.	0.05
73. Piquer les grandes pointes sur machine à une aiguille.—Sewing large gore, lapseam, on one needle machine.	0.06
74. Poser les renforts sur le bout de tous les doigts sur machine à une aiguille.—Putting on patches on all fingertips, on one-needle machine.	0.13
75. Renforts sur tous les doigts sur machine à une aiguille.—Patching on all fingers on one-needle machine.	0.20
76. Poser renforts courts sur le pouce du gant sur machine à une aiguille.—Short patching on glove thumb on one-needle machine.	0.07
77. Poser le renfort sur le pouce sur machine à deux aiguilles.—Patching on thumb, on two-needle machine.	0.11
78. Poser le renfort sur le pouce de mitaines sur machine à une aiguille.—Patching on thumb for mitts on one-needle machine.	0.06
79. Poser le renfort sur le premier doigt, sur machine à une aiguille.—Patching on first finger on one-needle machine.	0.05
80. Poser le renfort sur pouce et paume sur machine à une aiguille.—Patching on thumb and palm on one-needle machine.	0.22
81. Poser le renfort sur paume (5 piqûres) sur machine à une aiguille.—Patching on palm (5 sewings), on one-needle machine.	0.20
82. Assembler double paume complétée sur machine à une aiguille.—Assembling double palm, completed, on one-needle machine.	0.12
83. Poser les étoiles sur les pagodes sur machine à une aiguille.—Sewing stars on cuffs on one-needle machine.	0.09

E. COUTURE DE LA DOUBLURE.—SEWING OF LINING

84. Assembler la doublure pour les gants à couture extérieure.—Assembling lining tacked on finger for outseam gloves.	0.18
85. Assembler la doublure pour gants à couture extérieure, non cousue (tacked) sur les doigts.—Assembling lining for outseam gloves not tacked on fingers.	0.13
86. Coudre (tack) la doublure sur gant—couture intérieure.—Tacking lining on inseam gloves.	0.10
87. Coudre (tack) les doublures sur gant—couture intérieure—avec couture (tacking) sur pagodes.—Tacking lining on inseam gloves with tacking on cuff.	0.15
88. Coudre (tack) les bouts des doigts de la doublure.—Tacking fingers ends of lining.	0.08
89. Fermer le côté de la doublure du gant.—Closing the side of the lining of the glove.	0.02
90. Fermer la doublure de la mitaine "comfort" ou de la mitaine pour enfant et la coudre à la doublure du poignet.—Closing comfort or children's mitts lining and sewing it to cuff lining.	0.07
91. Assembler la doublure des dos de mitaines, deux morceaux.—Assembling two-piece mitt back lining.	0.02
92. Coudre au complet la doublure des mitaines dont le dos et la paume sont séparés.—Sewing lining of mitts with separate palm and backs.	0.08
93. Coudre (tack) la doublure sur poignet élastique.—Tacking lining on elastic band.	0.10
94. Coudre la pagode en fourrure à la doublure du gant.—Sewing fur cuff to glove lining.	0.12
95. Fermer la doublure de mitaine de ski dite "fleeze".—Closing ski mitt lining "fleeze".	0.08
96. Fendre la doublure et poser le pouce.—Cutting the lining and putting on the thumb.	0.09
97. Coudre la doublure en fourrure pour choppers.—Sewing fur lining for hoppers.	0.12
98. Coudre la doublure ordinaire pour "choppers".—Sewing ordinary lining for choppers.	0.06
99. Coudre les pouces de doublure pour gant à couture intérieure ou extérieure.—Sewing thumbs of lining for inseam or outseam gloves.	0.04
100. Coudre la doublure complète pour mitaine à un doigt.—Sewing complete lining for one-finger mitts.	0.09
101. Coudre la pagode collée à la mitaine de ski.—Sewing glued cuff to lining of ski mitts.	0.10

F. BORDAGE.—BINDING

102. Border les mitaines "chopper" dont la doublure est en "shurling".—Binding chopper mitts with shurling lining.	0.09
103. Border les mitaines "pull over".—Binding pull over mitts.	0.05
104. Border les petites pagodes.—Binding small cuffs.	0.05
105. Border les pagodes moyennes.—Binding medium cuffs.	0.06
106. Border les grandes pagodes.—Binding large cuffs.	0.07
107. Border les pagodes avec pointes.—Binding cuffs with gores. Supplément de.—Extra.	0.01
108. Border les pagodes collées.—Binding glued cuffs. Supplément de.—Extra.	0.01
109. Border les pagodes à coins ronds, complètes.—Binding cuffs with round corners, complete.	0.08
110. Border pagodes à coins ronds, demi complètes.—Binding cuffs with round corners, half complete.	0.06
111. Border les mitaines ou bandes, coins ronds.—Binding bands or mitts, round corners.	0.04
112. Border les mitaines de ski sur machine à deux aiguilles.—Binding ski mitts on two-needle machine:	
Enfants—Boys	0.10
Adolescents.—Youth	0.13
Hommes—Men.	0.15
113. Border les mitaines de ski, doublure shurling sur deux aiguilles.—Binding ski mitts, shurling lining on two-needle machine.	0.25
114. Exécuter la bordure à même.—Making self binding.	0.12

115. Exécuter la bordure à même, doublée, et raffilage (trimming).—Making self binding, lined, and trimming	0. 15
116. Poser la bordure en cuir.—Putting on leather binding	0. 14
117. Poser la bordure en cuir.—Putting on leather binding:	
Enfants.—Boys	0. 13
Adolescents.—Youth	0. 14
Hommes.—Men	0. 15
118. Rabattre la bordure en cuir.—Turning and sewing leather binding	0. 11
119. Rabattre la bordure en cuir sur "caps".—Turning over leather binding on caps	0. 19
120. Poser les étoiles sur pagodes.—Putting on stars on cuffs	0. 09

G. COUTURE SUR MACHINES RONDES.—SEWING ON ROUND MACHINES

121. Coudre le protecteur en fourrure à la mitaine et coudre la mitaine sur machine à deux aiguilles.—Sewing fur protector to mitts and sewing mitts on two-needle machine	0. 17
122. Coudre mitaines dont la pagode est doublée et poser protecteur.—Sewing lined wrist mitts and sewing protector to it	0. 15
123. Coudre les grandes mitaines, deux aiguilles, une piqûre.—Sewing large mitts, two needles, one sewing	0. 08
124. Coudre les mitaines, une aiguille, deux piqûres.—Sewing mitts, one needle, two sewings. Supplément de.—Extra	0. 03
125. Rabattre protecteur sur petite pagodes.—Turning over protector on small cuffs	0. 06
126. Rabattre protecteur sur grandes pagodes.—Turning over protector on large cuff	0. 08
127. Piquer courroie sur pagodes avant bordure.—Tacking straps on cuff before binding	0. 03

H. COUTURE DU GANT EN PEAU DE PORC FENDUE.—SEWING OF HALF DIE—PECCARY SPLIT GLOVES

128. Spécial: demi "chicago" ou demi "plymouth" pour hommes avec poignet de coton ou élastique, non doublé, complet.—Special: Chicago or Plymouth, half die for men, finished with cotton or elastic wrist not lined, complete	0. 30
--	-------

I. RETOURNEMENT.—TURNING.

129. Retourner les mitaines courtes ou longues.—Turning short or long mitts	0. 03
130. Mitaines courtes avec pagodes (les retourner).—Turning short mitts with cuffs	0. 03
131. Retourner les mitaines à un doigt.—Turning one-finger mitts	0. 03
132. Retourner les mitaines à un doigt avec renfort.—Turning one-finger mitts with patch	0. 05
133. Retourner les gants, non doublés.—Turning gloves, not lined	0. 05
134. Retourner les gants en peau de porc fendue.—Turning gloves in peccary split	0. 04
135. Retourner le pouce de gant seulement.—Turning glove thumb only	0. 02
136. Retourner les gants doublés.—Turning lined gloves	0. 07
137. Retourner les mitaines avec doublure.—Turning mitts with lining. Supplément de.—Extra	0. 01
138. Retourner les mitaines à un doigt avec renfort long.—Turning one-finger mitts with long patch	0. 08
139. Retourner les gants avec double paume, doublés.—Turning gloves with double palm, lined	0. 09

J. PRESSAGE.—BLOCKING

140. Gants avec "tips".—Gloves with tips	0. 18
141. Gants en peau de renne avec "tips".—Buck gloves with tips	0. 19
142. Gants "ropers".—Gloves (ropers)	0. 17
143. Gants à couture intérieure.—Inseam gloves	0. 12
144. Gants à couture extérieure.—Outseam gloves	0. 10
145. Gants d'abeilles.—Bees' gloves	0. 10
146. Mitaines à un doigt.—One-finger mitts	0. 11
147. Mitaines avec élastiques.—Elastic mitts	0. 10
148. Mitaines courtes avec pagodes.—Short mitts with cuffs	0. 10
149. Mitaines longues sans élastiques.—Long mitts without elastic	0. 07
150. Mitaines courtes, hommes, enfants.—Short mitts, men and boys	0. 06
151. Mitaines de ski, non doublées, 1ère opération.—Ski mitts unlined, first operation	0. 04
152.—Mitaines courtes doublées, 2ième opération.—Short mitts, lined, second operation	0. 03
153. Mitaines de ski qui n'ont pas été pressées une fois.—Ski mitts that have not been pressed once	0. 04
154. Mitaines de ski doublées, 2ième opération.—Ski mitts lined, second operation	0. 09
155. Mitaines courtes avec petites pagodes.—Small mitts with small cuffs	0. 06
156. Mitaines de police, doublure shurling, 2ième opération.—Police mitts, shurling lining, second operation	0. 15
157. Mitaines "pull over", doublées, 1ère et 2ième opération.—Pull over mitts, lined, first and second operation	0. 15
158. Mitaines courtes pour enfants, bandes élastiques.—Short mitts, boys, elastic bands	0. 06
159. Mitaines courtes pour hommes, bandes élastiques.—Short mitts for men, elastic bands	0. 09
160. Mitaines courtes à un doigt, doublées ou non doublées.—Short one-finger mitts, lined or unlined	0. 08
161. Gants avec élastiques.—Elastic gloves	0. 15
162. Gants rivés.—Riveted gloves	0. 12

163. Gants avec élastiques—bandes en coton ou laine.—Elastic gloves, wool or cotton bands	0 08
164. Gants en cuir fendu avec grandes pagodes.—Gloves in split leather with long cuffs	0 12
165. Gants de chauffeurs.—Chauffeurs' gloves	0 12
166. Casques d'aviateurs.—Aviator caps	0 06
167. Lorsque les gants sont réparés.—When gloves have been repaired	0 08
168. Lorsque les mitaines sont réparées.—When mitts have been repaired	0 06

K. COUTURE DE L'ELASTIQUE AUX GANTS OU MITAINES.—SEWING ELASTICS TO GLOVES OR MITTS

169. Élastique, chaque point.—Elastic, each point	0 02
170. Élastique sur machine spéciale.—Elastic on special machine	0 03
171. Élastique sur machine à deux aiguilles.—Elastic on two-needle machines	0 03
172. Point supplémentaire (overstitch) sur élastiques.—Overstitch on elastic	0 02
173. Point supplémentaire (overstitch) sur élastiques avec doublure.—Overstitch on elastic with lining	0 08
174. Gants d'abeilles complets.—Bee gloves, complete	0 70

L. EXAMEN.—EXAMINING

175. Examen des gants à couture extérieure.—Examining outseam gloves	0 05
176. Raffilage des gants à couture extérieure.—Trimming outseam gloves	0 05
177. Raffilage des gants à couture extérieure avec "tips".—Trimming outseam gloves with tips	0 10
178. Examen des gants avec nervures.—Examining gloves with welt	0 08
179. Examen des gants à couture intérieure.—Examining inseam gloves	0 035
180. Examen des gants avec "tips".—Examining gloves with tips	0 08
181. Examen des mitaines doublées.—Examining lined mitts	0 045
182. Examen des mitaines avec nervure.—Examining mitts with welt	0 045
183. Examen des mitaines courtes.—Examining short mitts	0 02
184. Examen des mitaines longues.—Examining long mitts	0 03

M. POSAGE DES BOUTONS.—FIXING BUTTONS

185. "Ten hac", deux œillets, un bouton, une corde.—Ten hac, two eyelets, one button, one cord	0 07
186. "Ten hac", trois œillets, un bouton, une corde.—Ten hac, three eyelets, one button, one cord	0 08
187. "Ten hac", deux ressorts, un bouton.—Ten hac, two springs, one button	0 08
188. "Ten hac", un ressort, un bouton.—Ten hac, one spring, one button	0 07
189. "Poter", un ressort, un bouton.—Poter, one spring, one button	0 05
190. "Poter", casquettes, un ressort, une "slide" avec raffilage du cuir.—Poter, caps, one spring, one slide, and trimming leather	0 05
191. Poser broche ou rivets aux gants ou mitaines.—Fixing wire or rivets to gloves or mitts	0 04

N. DIVERS.—MISCELLANEOUS

192. Etampage.—Stamping	0 01
193. Etiquetage.—Stickering	0 01
194. Attacher les paquets.—Tie bundles. Par paquet.—Per bundle	0 02
195. Envelopper.—Wrapping. Par paquet.—Per bundle	0 01

II. *Apprentissage* : Tout employeur aura droit à un apprenti par dix opératrices ou fraction de dix; toutefois, si un employeur est dans la nécessité d'en employer plus, il devra soumettre son cas au Comité paritaire à être nommé qui pourra lui permettre d'en engager d'autres.

La durée de l'apprentissage sera de un an.

Les aides et les apprentis recevront:

	par semaine
pour le premier semestre	\$ 7 00
pour le second semestre	9 00

III. Le Comité paritaire chargé d'appliquer la présente convention fixera des taux de salaires pour les opérations non stipulées dans ladite convention.

IV. *Heures de travail* : Les heures de travail, dans les ateliers, ne dépasseront pas 49 heures par semaine. Il y aura neuf (9) heures de travail par jour à l'exception du samedi où il n'y aura que 4 heures de travail. Les ouvriers ne commenceront pas le travail avant 7.00 a.m. et ne devront pas quitter l'atelier plus tard que 6.00 p.m.

Les employeurs accorderont une heure à leurs employés pour le repas du midi. Si un employeur est dans la nécessité, durant une certaine période de temps, de faire travailler ses employés plus longtemps, il devra demander un permis au

II. *Apprenticeship* : One apprentice to each ten operators or fraction thereof shall be allowed. If the employer needs more apprentices than hereinabove mentioned, a permit may be granted for additional apprentices after investigation made by the Joint Committee to be appointed.

The duration of the apprenticeship shall be one year.

Helpers and apprentices shall receive:

	per week
for the first six months	\$ 7 00
for the second six months	9 00

III. The Joint Committee to be appointed will fix the prices of operations not hereinabove mentioned or specified.

IV. *Working hours* : The hours of labour in the shops shall not exceed 49 hours per week. There will be nine (9) hours of labour per day with the exception of Saturday; on this day, 4 hours only shall be worked. The operators shall not begin work before 7.00 a.m. and shall not leave the shop later than 6.00 p.m.

The employers shall allow one hour to their employees for the noon meal. If an employer be compelled during a certain lapse of time to keep his employees at work for a longer time he shall ask a permit to the Joint Committee who will

Comité paritaire chargé d'appliquer la présente convention. Dans de tels cas, le salaire régulier sera payable pour tout travail supplémentaire.

V. Les salaires seront payés en argent à la fin de chaque semaine.

VI. L'employeur sera tenu de fournir au Comité paritaire une liste complète des noms de ses employés de sexe masculin ou féminin.

VII. Le travail à l'heure sera rémunéré \$0.40 l'heure pour les hommes et \$0.28 l'heure pour les femmes.

VIII. Les cités et les villes dont la population est de 15,000 âmes et moins bénéficieront d'une réduction de 10% sur les taux établis par cette convention.

IX. La juridiction territoriale de la présente convention comprend toute la province de Québec.

X. Le travail à domicile est interdit.

XI. Les employeurs ne devront pas faire payer les aiguilles par les opératrices.

XII. Dans la présente convention, le mot "employeur" signifie toute compagnie ou société engageant des personnes pour la couture ou le blocage des gants de travail; le mot "employé" signifie toute personne préposée à la couture ou au blocage des gants de travail.

XIII. La présente convention sera valable à compter de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur pour un an. Elle se renouvellera alors automatiquement pour une autre année à moins que l'une des parties ne notifie l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins 30 jours avant son expiration.

XIV. La présente convention sera appliquée par le Comité paritaire de l'Industrie des Gants de Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 mars 1940.

1213—o

decide what attitude shall be taken. In such case, the regular wages shall be paid for any extra work.

V. The wages shall be paid in cash at the end of each week.

VI. The employer shall be compelled to forward to the Joint Committee a complete list of the names of his employees, male or female.

VII. Men working by the hour shall receive \$0.40 per hour and women, \$0.28 per hour.

VIII. Cities or towns, the population whereof is 15,000 souls and less will benefit by a reduction of 10% in connection with the rates hereinabove mentioned.

IX. The territorial jurisdiction of this agreement covers the whole province of Québec.

X. Home work is prohibited.

XI. Employers shall not charge needles to operators.

XII. In the present agreement, the term "employer" means any company or partnership who engages people for stitching or blocking of working gloves; the term "employee" means any wage earner working on stitching or blocking of working gloves.

XIII. This agreement shall be in force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving the present request and it shall remain in force during one year. It shall then renew itself automatically for another year unless one of the parties notifies the other party of his intention of repealing it at least 30 days before its expiration.

XIV. This agreement shall be enforced by the Joint Committee of the Working Glove Industry.

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the present request.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 9, 1940.

1214—o

Minutes de Notaire

Québec, ce sept février 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur J.-H. Hutcheson, notaire, demeurant dans la ville de Hampstead et pratiquant dans la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de feu Robert Bennett Hutcheson, en son vivant notaire de Montréal, district de Montréal.

JEAN BRUCHESI,
797—6-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, ce 20 février, 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Edouard Cholette, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des mi-

Notarial Minutes

Quebec, February 7th., 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J. H. Hutcheson, notary, residing in the Town of Hampstead and practising in the City of Montreal, District of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Robert Bennett Hutcheson, in his lifetime notary, of Montreal, District of Montreal.

JEAN BRUCHESI,
798—6-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, this 20th February, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Edouard Cholette, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory

minutes, répertoire et index de monsieur Henri Baby, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

JEAN BRUCHESI,
973-8-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, ce 26 février 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Charlemagne Lussier, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur J.-W. Boisjoli, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal, et du greffe de feu monsieur J.-C.-E. Levy, dont ledit monsieur J.-W. Boisjoli était cessionnaire.

JEAN BRUCHESI,
1069-9-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, ce vingt-huit février 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Emile Beauchemin, notaire, demeurant et pratiquant à Boucherville, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur Louis Racicot, actuellement registraire du comté de Chambly, et des greffes de feus Me Louis Normandin et de Me Jules-C. Normandin, en leur vivant notaires pratiquant dans le district judiciaire de Montréal, dont ledit monsieur Louis Racicot était le cessionnaire.

JEAN BRUCHESI,
1129-9-5-o Sous-Secrétaire de la Province.

Québec, ce cinq mars 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté ministériel du 2 mars 1940, d'accorder à monsieur J.-Almas Tremblay, notaire, demeurant et pratiquant à La Tuque, district judiciaire de Québec, la transmission des minutes, répertoire et index de monsieur Paul-Emile Riberdy, en son vivant notaire de La Tuque, district judiciaire de Québec.

JEAN BRUCHESI,
1205-o Sous-secrétaire de la Province.

and index of Mr. Henri Baby, in his lifetime notary of Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,
974-8-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, February 26, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Charlemagne Lussier, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. J. W. Boisjoli, in his lifetime notary of Montreal, judicial district of Montreal, and of the records of the late Mr. J. C. E. Levy, whereof the said Mr. J. W. Boisjoli was assignee.

JEAN BRUCHESI,
1070-9-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, February 28th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Emile Beauchemin, notary, residing and practising at Boucherville, judicial District of Montreal, whereby he ask for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. Louis Racicot, actually registrar of the County of Chambly, and of the records of the late Me Louis Normandin and Me Jules C. Normandin, in their lifetime notaries, practising in the judicial District of Montreal, of which said Mr. Louis Racicot was assignee.

JEAN BRUCHESI,
1130-9-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, March 5th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 2nd, 1940, to grant to Mr. J. Almas Tremblay, Notary, residing and practising at La Tuque, Judicial district of Quebec, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Paul-Emile Riberdy, in his lifetime notary of La Tuque, Judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
1206 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 9 décembre, 1939.

M. Victor Doré, de la cité de Montréal: surintendant de l'Instruction publique.

Québec, le 29 décembre, 1939.

M. Jean-Marie Bureau, avocat, des Trois-Rivières, substitut du procureur général: Conseil en loi du Roi.

Québec, le 15 février 1940.

M. Gaudiose Choquette, médecin, de Saint-Hyacinthe: inspecteur d'unités sanitaires, à compter du 15 janvier 1940.

MM. Joseph Legault, marchand, et Paul Desrosiers, tous deux de Sainte-Scholastique: nommés pour agir conjointement, à compter du premier mars 1940, en qualité de registraire de la division d'enregistrement des Deux-Montagnes.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, December 9, 1939.

Mr. Victor Doré, of the city of Montreal: Superintendent of Public Instruction.

Quebec, December 29, 1939.

Mr. Jean Marie Bureau, advocate, of Trois-Rivières, Crown Prosecutor: King's Counsel.

Quebec, February 15, 1940.

Dr. Gaudiose Choquette, physician, of Saint-Hyacinthe: Inspector of Sanitary Units, from the 15th of January, 1940.

Messrs. Joseph Legault, merchant, and Paul Desrosiers, both of Saint Scholastique: named to act jointly, on and from the first of March, 1940, as Registrar for the Registration Division of Two Mountains.

M. Léonidas Gagné, avocat, de Chicoutimi: protonotaire de la Cour Supérieure du district de Chicoutimi, député-greffier de la Cour de circuit du district de Chicoutimi, député-greffier de la Cour de magistrat du district de Chicoutimi, député greffier de la Paix du district de Chicoutimi et député greffier de la Couronne du district de Chicoutimi, à compter du premier mars 1940.

Québec, le 20 février 1940.

MM. Joseph-Edouard Plouffe, reviseur de la Commission des pensions de vieillesse de Québec, Waterloo (Shefford): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Nathan Shuster, 4563 rue St-Dominique, J.-D. Pelletier, 1487, Blvd. St-Joseph, Albert Dubuc, 4667 rue Adam, tous trois reviseurs de la Commission des pensions de vieillesse de Québec, et James-Henry Hislop, employé du chemin de fer Canadian National, 456 rue Charron, Pointe St-Charles, tous quatre de la cité de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Paul-Henri Bérubé et de St-Denys MacDonald, employés civils, 80, St-Eustache, Clément Bolduc, employé des postes, 86 $\frac{1}{2}$, 2ième rue, tous trois de la cité de Québec, et Andrew McNamara, surintendant dans les usines du Canadien National, à Parent: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Herman Lambert, cultivateur, et Honoré Pelletier, marchand, de Ste-Perpétue (Nicolet): juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Nicolet; Philippe-Emile Dufour, reviseur de la Commission des pensions de vieillesse de Québec, St-Moïse (Matapédia): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; R.-H. Stevenson et N.-G. Letendre, médecins, de Danville: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Pierre-Emile Bouliane, acheteur de la compagnie St. Lawrence Paper Mills Limited, 657 rue St-Georges, Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Trois-Rivières. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

M. Thomas Guimont, agent, de Cap Saint-Ignace: adjoint à la Commission de la paix du district de Montmagny.

1247-o

Mr. Léonidas Gagné, advocate, of Chicoutimi: protonotary of the Superior Court for the district of Chicoutimi, Deputy Clerk of the Circuit Court for the district of Chicoutimi, Deputy Clerk of the Magistrate's Court for the district of Chicoutimi, Deputy Clerk of the Peace for the district of Chicoutimi and Deputy Clerk of the Crown for the district of Chicoutimi, on and from the first of March, 1940.

Québec, February 20, 1940.

Messrs. Joseph Edouard Plouffe, revisor of the Quebec Old Age Pension Board, Waterloo (Shefford): to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Nathan Shuster, 4563 St. Dominique street, J. D. Pelletier, 1487, St. Joseph Blvd., Albert Dubuc, 4667 Adam street, all three revisors of the Quebec Old Age Pension Board, and James Henry Hislop, Canadian National Railways employee, 456 Charron street, Point St. Charles, all four of the city of Montreal; to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Paul Henri Bérubé and de St-Denys MacDonald, civil employees, 80 St-Eustache, Clément Bolduc post office employee, 86 $\frac{1}{2}$, 2nd street, all three of the city of Quebec, and Andrew McNamara, superintendent of the Canadian National workshops, at Parent: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Québec; Herman Lambert, farmer and Honoré Pelletier, merchant, of Ste-Perpétue (Nicolet): to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Nicolet; Philippe-Emile Dufour, revisor of the Quebec Old Age Pension Board, St-Moïse (Matapédia): to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; R. H. Stevenson and N. G. Letendre, physicians of Danville: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Pierre Emile Bouliane, purchaser, of the company St. Lawrence Paper Mills Limited, 657 St. Georges street, Trois-Rivières: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are as such appointed for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Mr. Thomas Guimont, agent, of Cap Saint-Ignace: to be a Peace Commissioner for the district of Montmagny.

1248

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour de Circuit, No 44163. George White, demandeur; vs Abie Shulman, défendeur.

Sur ordre de l'Honorable Juge Alphonse Décarry, donné le douzième jour de février 1940, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Abie Shulman, des cité et district de Montréal, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Greffier de la Cour de Circuit pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette officielle de Québec, conformément

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Circuit Court, No. 44163. George White, plaintiff; vs Abie Shulman, defendant.

By order of the Honourable Mr. Justice Alphonse Décarry, given on the twelfth day of February 1940, and seeing the allegation of the insolvency of the said defendant Abie Shulman of the City and District of Montreal, the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, are now called upon to produce them in this cause, in the office of the Clerk of the Circuit Court for the District of Montreal, in the City of Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the

aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

Le député greffier C. C.,
J.-A.-H. RIVEST.

J. M. Schlesinger,
Avocat du demandeur.

1049-9-2-o

Quebec Official Gazette in conformity with Articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

J. A. H. RIVEST,
Deputy Clerk C. C.

J. M. Schlesinger,
Attorney for Plaintiff.

1050-9-2-o

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1939, et jusqu'ici non réclamés, dans les bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à différents endroits dans les provinces de Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseurs, par D. M. Henderson & Cie., 128 rue King est, Toronto, Ont., encanteurs, à ONZE heures du matin, le DEUXIEME jour de MAI 1940, suivant les dispositions de la Loi des chemin de fer du Canada, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le surintendant,
G.-R. JONES.
1229-10-6-o

Sale of unclaimed baggage

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1939, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by Public Auction to the highest bidder by D. M. Henderson & Co., auctioners, at 128 King St. East, Toronto, Ont., at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the SECOND day of MAY, 1940, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. R. JONES,
Superintendent.
1230-10-6-o

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec.

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE—COMTÉ DE CHAMPLAIN.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Fortunat Beaumier, greffier de la cité du Cap-de-la-Madeleine, que les propriétés ci-après désignées, seront vendues à l'enchère publique, au bureau du conseil à l'Hôtel de Ville, JEUDI, le QUATRIEME jour du mois d'AVRIL prochain, mil neuf cent quarante (1940), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, et taxes scolaires et intérêts ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Albert Brousseau (Pt 149)

"Un emplacement situé en la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, (maintenant cité du Cap-de-la-Madeleine) faisant partie du lot numéro cent quarante-neuf (149) du cadastre officiel de cette paroisse (maintenant cité), situé au côté nord-est de la rue Duguay en la dite cité du Cap-de-la-Madeleine; mesurant quarante-six pieds de largeur au front, et quarante-cinq pieds et quatre pouces de largeur à sa profondeur qui est de cent quatre pieds et trois pouces dans la ligne du côté sud-est et de cent quatre pieds et onze pouces dans sa ligne côté nord-ouest, le tout à mesure anglaise et borné comme suit: en front par ladite rue Duguay, en profondeur par Ernest Blanchette ou représentants, du côté nord-ouest par Albert Longval ou représentants et du côté sud-est par Joseph Gagné ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Alphonse Rivard (Pt 163)

"Un emplacement connu et désigné au cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comme étant

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec.

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE—COUNTY OF CHAMPLAIN.

Public notice is hereby given by the undersigned Fortunat Beaumier, clerk of the city of Cap-de-la-Madeleine, that the properties hereinafter designated, will be sold by public auction, at the office of the Council at the City Hall, THURSDAY, the FOURTH day of the month of APRIL next, one thousand nine hundred and forty (1940), at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal, general and special taxes and school taxes and interest as well as for the payment of the costs, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Albert Brousseau (Pt. 149)

An emplacement situate in the Parish of Cap-de-la-Madeleine, (now city of Cap-de-la-Madeleine) forming part of lot number one hundred and forty nine (149) of the official cadastre for the said Parish (now city), situate on the north-east side of Duguay street in the said city of Cap-de-la-Madeleine; measuring forty six feet in width in front, and forty five feet and four inches in width at its depth which is one hundred and four feet and three inches in the south-east side line and one hundred and four feet and eleven inches in its north-west side line, the whole English measure and bounded as follows: in front by the said Duguay street, in depth by Ernest Blanchette or representatives, on the north-west side by Albert Longval or representatives and on the south-east side by Joseph Gagné or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Alphonse Rivard (Pt. 163)

An emplacement known and designated on the official cadastre for the County of Champlain, for the Parish of Cap-de-la-Madeleine, as being a

partie du lot cent soixante-trois (Ptie 163)-mesurant environ vingt-huit pieds anglais de largeur par toute la profondeur qu'il y a à partir de la rue Notre-Dame à aller au fleuve St-Laurent; borné devant, vers le nord, au chemin public ou rue Notre-Dame, en arrière, vers le sud, au fleuve St-Laurent, joignant du côté nord-est la propriété de Oscar Rivard ou représentants et du côté sud-ouest celle de J.-A. Roy avec la moitié sud-ouest de la maison construite partie sur le terrain de Oscar Rivard ou représentants et partie sur le terrain de Alphonse Rivard, mais sujet à la servitude de mur mitoyen tant pour la maison que pour la moitié nord du garage, circonstances et dépendances".

Fait et signé au Cap-de-la-Madeleine, ce vingt-neuvième jour du mois de février 1940.

1179-10-2-o Le greffier de la cité,
F. BEAUMIER.

Province de Québec, Ville de Laval-sur-le-Lac,
Comté de Laval.

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Horace Gohier, secrétaire-trésorier de la Ville de Laval-sur-le-Lac, que les propriétés ci-dessous désignées, seront vendues à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, 10 rue St-Jacques ouest, chambre 812, Montréal, LUNDI, le PREMIER AVRIL 1940, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

part of lot one hundred and sixty three (Pt. 163) measuring about twenty eight feet English measure, in width by all the depth that there may be between Notre-Dame street and the St. Lawrence River; bounded in front, towards the north, by the public road or Notre-Dame street, in rear, towards the south, by the St. Lawrence River, adjoining on the north-east side the property of Oscar Rivard, or representatives, and on the south-west side, that of J. A. Roy—with the south-west half of the house erected partly on the land of Oscar Rivard or representatives and partly on the land of Alphonse Rivard, but subject to the servitude of mitoyen wall both for the house as well as for the north half of the garage, circumstances and dependencies.

Made and signed at Cap-de-la-Madeleine, this twenty-ninth day of the month of February, 1940.

1180-10-2 F. BEAUMIER,
City Clerk.

Province of Quebec, Town of Laval-sur-le-Lac,
County of Laval.

Public notice is hereby given by the undersigned, Horace Gohier, secretary-treasurer of the town of Laval-sur-le-Lac, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction, at the meeting hall of the Council, 10 St. James street west, room 812, Montreal, on MONDAY, the FIRST of APRIL, 1940, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal taxes and interest plus the costs subsequently incurred, unless said taxes, interests and costs be paid before the sale.

No d'ordre Numerical order	Propriétaire Proprietor	Cad. et subdivisions Cad. and subdivisions
1	Mme-Mrs. M. R. Bailey et- and Mme-Mrs. L. Lapan	91-144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151 et-and 152
2	Succ.-Est. F. Chs. Laberge	194-46 et-and 47

Les immeubles ci-dessus sont tous du cadastre de la paroisse de Ste-Dorothée et situés dans la ville de Laval-sur-le-Lac.

Donné à Montréal, ce vingt-troisième jour du mois de février, mil neuf cent quarante.

1207-10-2-o Le secrétaire-trésorier,
HORACE GOHIER.

The above immoveables all being on the cadastre for the parish of Ste. Dorothée and situate in the town of Laval-sur-le-Lac.

Given at Montreal, this twenty third day of the month of February, nineteen hundred and forty.

1208-10-2 HORACE GOHIER,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour de Magistrat siégeant à La Sarre dans et pour le comté d'Abitibi.

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, No 339. LES SYNDICS DE LA PAROISSE DE ST-PHILIPPE DE LA REINE, corps politique ayant sa place d'affaires à La Reine, dit district, (demandeurs dans l'instance originaire), saisis-

SHERIFFS' SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Magistrate's Court, Sitting at La Sarre in and for the County of Abitibi.

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi, No. 339. THE TRUSTEES OF THE PARISH OF ST. PHILIPPE DE LA REINE, a body politic and corporate, having its place of business at La Reine, said district, (Plaintiffs in original

sants; vs ARTHUR LEVESQUE, du canton Desmeloizes, dit district, (défendeur dans l'instance originaire), saisi.

Comme appartenant au dit défendeur:

1. Les lots de terre connus et désignés aux cadastre et livre de renvoi officiels sous les numéros quatorze et quinze (14 et 15) du bloc numéro deux (2) du village de La Reine, dit district.

2. Le lot de terre connu et désigné aux cadastre et livre de renvoi officiels sous le numéro quatorze (14) du rang dix (10) du canton La Reine, dit district.

Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Philippe de La Reine, MERCREDI, le DIXIEME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, ce 5 mars 1940. 1215-10-2-o
[Première publication, le 9 mars 1940]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } L IONEL COTE, cultivateur, Garthby, district de St-François, demandeur; vs ONESIME SIMONEAU, de St-Fortunat, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un morceau de terre connu comme faisant partie du lot numéro neuf-D (ptie 9-D) du sixième rang, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du canton de Wolfestown, mesurant un arpent et un quart de largeur par huit arpents et demi de profondeur, plus ou moins, borné au sud-est par la route, au nord-est et au nord-ouest par le terrain de Théode Gosselin, au sud-ouest par un chemin de douze pieds de largeur, séparant le terrain susvendu de celui de Guillaume Gosselin ou représentants, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve présentement; distraction faite du terrain ci-dessus d'un emplacement de soixante-quinze pieds de largeur sur cent quarante pieds de profondeur, bâtisses, circonstances et dépendances, appartenant à M. Joseph Garneau, avec droit pour ce dernier de puiser de l'eau dans la cave de la maison susvendue, et d'y poser des conduites d'eau à cette fin.

2. Une terre située dans la paroisse de Ham-Nord, connue et désignée au cadastre officiel sous les numéros dix-neuf-A et dix-neuf-B, (19-A et 19-B) du dixième rang et aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Wolfestown contenant respectivement cent quatre acres et onze centièmes et cent trois acres et quatre-vingt-seize centièmes en superficie, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Fortunat, comté de Wolfe, le NEUVIEME jour d'AVRIL, 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 5 mars 1940. 1217-10-2-o
[Première publication, 9 mars 1940]

suit), Seizing; vs ARTHUR LEVESQUE, of the Township of Desmeloizes, said district, (Defendant in original suit), Seized.

As belonging to the said defendant:

1. The lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference under numbers fourteen and fifteen (14 and 15) of Block Number two (2) of the Village of La Reine, said district.

2. The lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference under number fourteen (14) of Range ten (10) of the Township of La Reine, said district.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Philippe de La Reine, on WEDNESDAY, the TENTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office,

ANTONIO BOURBEAU.

Amos, this 5th March, 1940. 1216-10-2
[First publication, March 9th., 1940]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } L IONEL COTE, farmer, Garthby, district of St. François, plaintiff; vs ONESIME SIMONEAU, of St. Fortunat, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A piece of land known as being part of lot number nine-D (part 9-D) of the sixth range on the official plan and books of the township of Wolfestown, measuring one arpent and one quarter of width by eight arpents and a half in depth, more or less, bounded at the southeast by the road, at the northeast and at the northwest by the ground of Théode Gosselin, at the southwest by a twelve foot wide road separating the ground actually sold to the one of Guillaume Gosselin or representatives with all other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, such as the whole is presently found, distraction made of the ground above of an emplacement of seventy-five feet in width by a hundred and forty feet in depth, buildings, circumstances and dependencies, belonging to Mr. Joseph Garneau with the right for him to fetch water in the cellar of the house actually sold and to set water pipes for it.

2. A farm situate in the parish of Ham-Nord, known and designated to the official cadastre under the numbers, nineteen-A and nineteen-B (19-A and 19-B) of the tenth range to the official plan and books of the cadastre for the township of Wolfestown, containing respectively a hundred and four acres and eleven hundredth and a hundred and three acres and ninety-six hundredth, in superficie, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Fortunat, county of Wolfe, the NINTH day of APRIL 1940 at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office,
Arthabaska, March 5th, 1940. 1218-10-2-o
[First publication, March 9, 1940]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Beauce*No 16927 } LA COMMISSION DU PRET
AGRICOLE CANADIEN,demanderesse; contre JOSAPHAT GILBERT,
défendeur.

Une terre située en le troisième rang de Cumberland, ayant trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, bornée au sud-est à Charles Gilbert, au nord-ouest, à Joseph Gilbert; au nord-est à Ludger Gilbert, au sud-ouest à Baromé Gilbert ou représentant, étant partie du lot numéro huit cent cinquante-neuf (ptie 859) du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges comté de Beauce. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Simon les Mines, le DIX-NEUF MARS 1940, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
P. GIGUERE.
Bureau du shérif,
St-Joseph-de-Beauce, 7 février 1940.
[Première publication le 17 février 1940]
909-7-2-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Beauce*No. 16927 } THE CANADIAN FARM
LOAN BOARD, plaintiff;

against JOSAPHAT GILBERT, defendant.

A farm situate in the third range of Cumberland, measuring three arpents in width by twenty-five arpents in depth, bounded on the southeast by Charles Gilbert, on the northwest by Joseph Gilbert; on the northeast by Ludger Gilbert, on the southwest by Baromé Gilbert or representative, being part of lot number eight hundred and fifty nine (Pt. 859) of the official cadastre of the parish of St-Georges county of Beauce. The whole with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Simon les Mines, on the NINETEENTH of MARCH, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
St. Joseph Beauce, February 7th., 1940.
[First publication, February 17th., 1940]
910-7-2-o

P. GIGUERE,

Sheriff.

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Joliette*Province de Québec, } ARTHUR PELLE-
No 6401 } TIER, médecin des

cité et district de Joliette, demandeur contre VINCENT SIMARD, ci-devant chef de police de la cité et du district de Joliette, et maintenant de Montréal en sa qualité de tuteur à ses enfants mineures Annette Simard et Jeannette Simard.

Un terrain, de forme irrégulière, situé sur la rue St-Antoine, en la dite cité de Joliette, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent sept (p. 407) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Joliette, contenant vingt-huit pieds de largeur au front et trente six pieds de largeur à la profondeur, sur une profondeur de soixante seize pieds dans la ligne sud-ouest et de soixante douze pieds dans la ligne nord est, le tout mesure anglaise et plus ou moins, tel que clôturé et borné comme suit: en front par la rue St-Antoine, en profondeur vers le nord-ouest par partie dudit numéro 407 appartenant à Edouard Fiske ou représentants, d'un côté vers le nord-ouest par partie dudit numéro 407 appartenant à un nommé Beauceage et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot No 453, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice, en la cité de Joliette le DIXIEME jour du mois d'AVRIL 1940 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-A. BELANGER.
Bureau du shérif,
Joliette, 6 mars 1940. 1235-10-2-o
[Première publication, 9 mars 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*Province of Québec, } DAME LEONIDE
No 6691 } ROBITAILLE, de

la paroisse de St-Norbert, district de Joliette, épouse séparée de biens de Adéland Majeau, cul-

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Joliette*Province of Québec, } ARTHUR PELLE-
No. 6401 } TIER, physician, of

the city and district of Joliette, plaintiff; against VINCENT SIMARD, heretofore Chief of Police of the city and district of Joliette, and now of Montreal, in his quality of tutor of his minor children Annette Simard and Jeannette Simard.

A lot of land, of irregular figure, situate on St. Antoine street, in the said city of Joliette, known and designated as forming part of lot number four hundred and seven (Pt. 407) of the official plan and book of reference of the town of Joliette, measuring twenty eight feet in width in front and thirty six feet in width in depth, by a depth of seventy six feet in the southwest line and seventy two feet in the northeast line, the whole English measure and more or less, as fenced in and bounded as follows: in front by St. Antoine street, in depth towards the northwest by a part of said number 407 belonging to Edouard Fiske or representatives, on one side towards the northwest by a part of said number 407 belonging to a party named Beauceage and on the other side towards the southwest by lot No. 453—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the Court House, in the city of Joliette, on the TENTH day of the month of APRIL, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Joliette, March 6, 1940. 1236-10-2
[First publication, March 9, 1940]

J. A. BELANGER,

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Joliette.*Province of Québec, } DAME LEONIDE
No. 6691 } ROBITAILLE, of

the Parish of St. Norbert, district of Joliette, wife separate as to property of Adéland Majeau,

tivateur, autrefois du même lieu, demanderesse; contre ledit ADELARD MAJEAU, défendeur, et MTRES SYLVESTRE & SYLVESTRE, procureurs de la demanderesse, avocats-distrayants.

Une terre située en la paroisse de St-Norbert, de forme irrégulière, contenant environ quatre arpents par six arpents, bornée d'un bout par Arthur Frappier, à l'autre bout par le chemin public, d'un côté à André Laramée, de l'autre côté à Xavier Harnois, étant une partie du lot de terre connu et désigné sous le No 292B au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Norbert, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Norbert, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL 1940 à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-A. BELANGER.
Joliette, 6 mars 1940. 1237-10-2-o
[Première publication, 9 mars 1940]

farmer, heretofore of the same place, plaintiff; against the said ADELARD MAJEAU, defendant; and MTRES SYLVESTRE & SYLVESTRE, attorneys for plaintiff, advocates distracting for costs.

A farm situate in the parish of St. Norbert, of irregular figure, measuring about four arpents by six arpents, bounded at one end by Arthur Frappier, at the other end by the public road, on one side by André Laramée, on the other side by Xavier Harnois, being a part of the lot of land known and designated under No. 292-B of the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Norbert—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Norbert, on the TWELFTH day of the month of APRIL, 1940, at ONE o'clock in the afternoon.

J. A. BELANGER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, March 6, 1940. 1238-10-2
[First publication, March 9, 1940]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
No 15043.

J. F. DUMAIS, marchand,
de Ste-Anne de la
Pocatière, Station, demandeur; contre ERNEST
BEAULIEU, de St-Onésime, défendeur.

1. Une terre située au premier rang du canton Inworth, paroisse de St-Onésime, mesurant dix chaînes et quarante mailles de front sur une profondeur de soixante-douze chaînes et trente mailles, bornée nord-ouest par la ligne de division entre la seigneurie de la Pocatière et le canton Inworth, sud-est au deuxième rang du dit canton, sud-ouest à Pierre Lizotte et au nord-est à Joseph Boucher, fils, connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse de St-Onésime, sous le numéro quarante-cinq (45) de la seconde série.

2. Un autre terrain situé au même lieu, connu et désigné au cadastre officiel de la dite paroisse de St-Onésime sous le numéro quatre-vingt-neuf (89) de la première série, mesurant cinq perches de front sur quatre perches de profondeur, contenant une superficie de vingt perches plus ou moins, borné nord-ouest et sud-ouest à Willie Drapeau, au sud-est au Chemin Public et nord-est à une route, avec bâtisses susconstruites.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église paroissiale de St-Onésime, comté de Rivière-du-Loup et district de Kamouraska, MERCREDI, le DIXIEME jour d'AVRIL 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, le 6 mars 1940. 1239—10-2-o

[Première publication, le 9 mars 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CLARA MAE
188047. } PATERSON, veuve
de feu Thomas L. Morrissey, demanderesse; vs
CHARLES-M. HOLT, défendeur.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Kamouraska.
No. 15043.

J. F. DUMAIS, marchand,
of Ste-Anne de la Pocatière, Station, plaintiff; against ERNEST BEAULIEU, of St. Onésime, defendant.

1. A farm situate in the first Range of the township of Inworth, Parish of St. Onésime, measuring ten chains and forty links in front by a depth of seventy two chains and thirty links, bounded on the northwest by the divisional line between the "de la Pocatière" Seigniorie and the township of Inworth, southeast, by the second Range of said township, southwest by Pierre Lizotte and on the northeast by Joseph Boucher junior, known and designated on the official cadastre for the said Parish of St. Onésime, under number forty five (45) of the second series.

2. Another lot of land situate in the same place, known and designated on the official cadastre for the said Parish of St. Onésime under number eighty nine (89) of the first series, measuring five perches in front by four perches in depth, containing an area of twenty perches, more or less, bounded northwest and southwest by Willie Drapeau, on the southeast by the public road and on the northeast by a by-road—with buildings thereon erected.

To be sold separately at the parochial church door of St. Onésime, county of Rivière-du-Loup and district of Kamouraska, on WEDNESDAY, the TENTH day of APRIL, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, March 6th., 1940.

1240—10-2
[First publication, March 9th., 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: } DAME CLARA MAE
188047. } PATERSON, widow
of the late Thomas L. Morrissey, Plaintiff; vs
CHARLES M. HOLT, defendant.

Le bloc de terrain situé au coin de Church Hill et de l'avenue Montrose, en la cité de Westmount, composé des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme étant les lots de subdivision numéro trente, trente et un et trente-deux, du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (Nos 282-30-31 et 32) contenant les trois dits lots cent quarante-trois pieds en largeur sur l'avenue Montrose par cent cinquante-six pieds en profondeur, et vingt-deux mille trois cent huit pieds en superficie, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la résidence en pierre connue sous le No 85 de la dite Church Hill, et l'écurie et autres édifices érigés sur la dite propriété, et tous droits et dépendances s'y rapportant, sans exception ou réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$2,810.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Décary, en date du 9 février 1940.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 14 février 1940. L.-P. CAISSE.
911-7-2
[Première publication, le 17 février 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L A CAISSE POPULAIRE DE STE-CLOTILDE DE MONTRÉAL, demanderesse; vs DAME FLORENTINE L'ARCHEVEQUE, épouse contractuellement séparée de biens de L.-Philippe Labadie, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, défenderesse; et WILFRID ST-PIERRE, curateur au délaissement.

"Un lot de terre ayant front sur la rue Ste-Marie, dans le quartier de St-Henri, à Montréal, et connu sous le numéro deux cent soixante-trois du lot originaire dix-sept-cent-trois (1703-263) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière dudit lot, aux conditions ordinaires d'entretien, et avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$300. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Décary, daté le 4 mars 1940.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 6 mars 1940. L.-P. CAISSE.
1243-10-2-o
[Première publication, le 9 mars 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CANADA PACKERS LIMITED, demanderesse; vs ALBERT AUBERTIN *et al.*, défendeurs; et AMÉDÉE-LUCIEN FLEURY *et al.*, es-qual, mis-en-cause.

Comme appartenant aux défendeurs:

a. "Partie de la partie non-subdivisée du lot numéro trois mille six cent sept (3607) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, bornée, la dite partie, au nord par la rue St-Patrice et les lignes limitatives sud des

The block of land on the corner of Church Hill and Montrose Avenue in the said city of Westmount, which is composed of the lots of land known and designated on the official plan and in the Book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, as subdivision lots numbers thirty, thirty-one and thirty-two, of lot number two hundred and eighty-two (Nos. 282-30, 31 and 32) containing the said three lots one hundred and forty three feet in width on Montrose Avenue by one hundred and fifty six feet in depth, and twenty two thousand three hundred and eight feet in superficies, all English measure and more or less.

With the stone residence known as No. 85 of the said Church Hill and stable and other buildings erected on the said property and all rights and appurtenances belonging thereto without exception or reserve.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,810.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment of Honourable Justice Decary, dated February 9th., 1940.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, February 14th, 1940. Sheriff.
912-7-2-o
[First publication, February 17th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L A CAISSE POPULAIRE DE STE-CLOTILDE DE MONTRÉAL, plaintiff; vs DAME FLORENTINE L'ARCHEVEQUE, wife separate as to property by marriage contract of L. Philippe Labadie, and the latter to authorize his wife, defendant; and WILFRID ST. PIERRE, Curator to the abandonment.

A lot of land fronting on Ste. Marie street, in St. Henry Ward, at Montreal, and known under number two hundred and sixty three of the original lot number seventeen hundred and three (1703-263) on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, measuring twenty feet in width by seventy feet in depth, English measure, more or less—with right of way, in common, in the lane in rear of said lot, under the ordinary conditions of maintenance—and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$300. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Decary, dated March 4th, 1940.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, March 6th, 1940. Sheriff.
1244-10-2
[First publication, March 9th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CANADA PACKERS LIMITED, plaintiff; vs ALBERT AUBERTIN *et al.*, defendants; and AMÉDÉE-LUCIEN FLEURY *et al.*, es-qual, mis-en-cause.

As belonging to the defendants:

a. "Part of the unsubdivided part of Lot No. Three thousand six hundred and seven (3607) on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, bounded, the said part, towards the north by St. Patrick street and the

lots de subdivision numéros un, deux, trois et quatre, du dit lot numéro trois mille six cent sept; à l'est par la ligne limitative ouest du dit lot de subdivision numéro quatre (4), par partie de la ligne limitative ouest du dit lot de subdivision numéro trois (3) et par le lot numéro trois mille six cent quatorze (3614), aux dits plan et livre de renvoi officiels; au sud par la rue Newman; à l'ouest par la ligne de division entre la paroisse de Lachine et la paroisse de Montréal;

b. "Partie de la partie non-subdivisée du lot numéro trois mille six cent sept (3607), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, de forme triangulaire, la dite partie, et bornée au nord-ouest par la rue Newman; à l'est par le lot numéro trois mille six cent quatorze (3614), aux dits plan et livre de renvoi officiels; et au sud par la prolongation vers l'ouest, à travers le dit lot numéro trois mille six cent sept (3607) de la ligne centrale de la rue Springland.

Pour être vendues, "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$2,655 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Surveyer, daté le 26 février 1940.

Bureau du shérif, Montréal, le 6 mars 1940.
[Première publication, le 9 mars 1940]

Le shérif,
L.-P. CAISSE,
1241—10-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Canada, Province de Québec, No 9746, } NARCISSE COT-NOIR, bourgeois, de St-Robert, district de Richelieu, demandeur; vs ADÉLARD PÉTRIN, de St-Robert, district de Richelieu, défendeur.

1. Les lots deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-neuf, (Nos 287, 288, 289) du cadastre de la paroisse de St-Robert, concession St-Pierre, avec bâtisses dessus construites, les dits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

2. Le lot No deux cent quatre-vingt-cinq (285) du cadastre de la paroisse de St-Robert, concession St-Pierre, et les lots Nos dix-huit et dix-neuf (18 et 19) du cadastre de la paroisse de St-Aimé, concession St-Yves, avec bâtisses dessus construites; les dits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Robert, MERCREDI, le DIXIEME jour du mois d'AVRIL 1940, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN, Sorel, ce 5 mars 1940.
[Première publication, le 9 mars 1940]

Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN,
1221—10-2 o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Canada, Province de Québec, No 9739, } ALBERIC BROUIL-LARD, fils de Félix, cultivateur, de la paroisse de Saint-David-De-Guir, district de Richelieu, demandeur; vs DAME AMANDA PELLE-

southern boundaries of subdivision lots Nos. One, Two, Three and Four, of the said lot No. Three thousand six hundred and seven; towards the east by the westerly boundary of the said subdivision lot No. Four (4), by part of the westerly boundary of said subdivision lot No. Three (3) and by lot No. Three thousand six hundred and fourteen (3614) on the said official plan and book of reference; towards the south by Newman street; and towards the west by the division line between the Parish of Lachine and the Parish of Montreal.

b. "Part of the unsubdivided part of lot No. Three thousand six hundred and seven (3607) on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, of triangular shape, the said part, and bounded towards the northwest by Newman street; towards the east by lot No. Three thousand six hundred and fourteen (3614) on the said official plan and book of reference; and towards the south by the prolongation westward across the said lot No. Three thousand six hundred and seven (3607) of the center line of Springland street."

To be sold, "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,655, will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 26th February, 1940.

Sheriff's Office, Montreal, March 6th., 1940.
[First publication, March 9th., 1940]

L.-P. CAISSE,
Sheriff.

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Richelieu.

Canada, Province of Quebec, No. 9746, } NARCISSE COT-NOIR, bourgeois, of St-Robert, district of Richelieu, plaintiff; vs ADELARD PETRIN, of St. Robert, district of Richelieu, defendant.

1. Lots two hundred and eighty seven, two hundred and eighty eight and two hundred and eighty nine (Nos. 287, 288, 289) of the cadastre of the parish of St-Robert, St-Pierre Concession, with buildings thereon erected; the said lots forming but one and the same lot of land.

2. Lot No. two hundred and eighty five (285) of the cadastre of the Parish of St-Robert, St-Pierre Concession, and lots Nos. eighteen and nineteen (18 and 19) of the cadastre of the parish of St-Aimé, St-Yves Concession—with buildings thereon erected; the said lots forming but one and the same lot of land.

To be sold at the church door of the parish of St. Robert, on WEDNESDAY, the TENTH day of the month of APRIL, 1940, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, this 5th March, 1940.
[First publication, March 9th., 1940]

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Richelieu.

Canada, Province of Quebec, No. 9739, } ALBERIC BROUIL-LARD, son of Félix, farmer, of the parish of Saint-David-De-Guir, district of Richelieu, plaintiff; vs DAME AMANDA PELLETIER,

TIER, de la paroisse de St-David-De-Guir, district de Richelieu, veuve de Noé Brouillard, en son vivant, cultivateur du même lieu, défenderesse.

Des terrains situés en la paroisse de St-David, en le rang Wurtele ou premier Rang, de la contenance de cinq arpents, de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de St-David, sous les numéros sept cent trente-sept, sept cent trente-huit, et sept cent trente-neuf (Nos 737, 738 et 739), avec bâtisses.

Les dits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse St-David, MARDI, le NEUVIEME jour du mois d'AVRIL 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.

Sorel, ce 5 mars 1940. 1219-10-2 o

[Première publication, le 9 mars 1940]

of the parish of St-David-De-Guir, district of Richelieu, widow of Noé Brouillard, in his lifetime, a farmer of the same place, defendant.

The lots of land situate in the parish of Saint-David, in the Wurtele Range or First Range, measuring five arpents in width by thirty arpents in depth, more or less, on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint David, under numbers seven hundred and thirty seven, seven hundred and thirty eight, and seven hundred and thirty nine (Nos. 737, 738 and 739)—with buildings.

The said lots forming one and the same lot of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint-David, on TUESDAY, the NINTH day of the month of APRIL, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Sorel, this 5th March, 1940. 1220-10-2

[First publication, March 9th., 1940]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Roberval, No 9777. } GAGNON & FRERES DE ROBERVAL LTEE, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Roberval dans ce district, demanderesse; vs JACQUELINE DUCHESNE, de St-Joseph d'Alma, comté Lac St-Jean, district de Roberval, faisant affaires comme épicière et entrepreneur de pompes funèbres sous les nom et raison sociale de "Les Frais Funéraires du Saguenay Enregistrée", défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse:

1. Un terrain situé en la ville de St-Joseph d'Alma, comté Lac St-Jean, district de Roberval, faisant partie du lot numéro Quinze B (Ptie No 15-B) du Neuvième rang (R-9) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Signai, mesurant 50 pieds de large par 180 pieds de profondeur à l'ouest et 110 pieds à l'est, borné au nord au terrain des représentants d'Emile Tremblay, au sud au chemin de front du Rang 9, à l'ouest au terrain des représentants d'Alfred Gagnon et à l'est au terrain des représentants de Jean Côté.

Avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Un terrain situé en la ville de St-Joseph d'Alma, comté Lac St-Jean, district de Roberval, faisant partie du lot numéro Quinze-B (Ptie No 15-B) du Neuvième rang (R-9) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Signai, mesurant 37½ pieds au nord, 90 pieds à l'est et 100 pieds à l'ouest, borné au nord à la rue Lavoie, à l'est au terrain de Marcellin Gaudreault, à l'ouest aux terrains de François Morel et d'Alfred Gagnon.

Avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

A distraire des item 1 et 2 tous les droits et servitudes en faveur de "Saguenay Power Co. Ltd."

3. Un autre terrain situé en la ville de St-Joseph d'Alma, comté Lac St-Jean, district de Roberval, désigné sous le numéro Quinze-B-Dix-

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Roberval, No. 9777. } GAGNON & FRERES DE ROBERVAL LTEE., a body politic and corporate, having its business office at Roberval in said district plaintiff; vs JACQUELINE DUCHESNE, of St-Joseph d'Alma, County of Lake St. John, district of Roberval, carrying on business as grocer and funeral undertaker, under the firm name and style of "Les Frais Funéraires du Saguenay Enregistrée", defendant.

As belonging to said defendant:

1. A lot of land situate in the Town of St-Joseph d'Alma, County of Lake St. John, district of Roberval, forming part of lot number fifteen B (Pt. No. 15-B) of the ninth Range (Rg. 9) on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Signai, measuring 50 feet in width by 180 feet in depth on the west, and 110 feet on the east, bounded on the north by the land of the representatives of Emile Tremblay, on the south by the front road of Range 9, on the west by the land of the representatives of Alfred Gagnon and on the east by the land of the representatives of Jean Côté.

With buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. A lot of land situate in the Town of St-Joseph d'Alma, county of Lake St. John, district of Roberval, forming part of lot number fifteen-B (Pt. No. 15-B) of the ninth Range (Rg. 9), on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Signai, measuring 37½ feet on the north, 90 feet on the east, and 100 feet on the west, bounded on the north by Lavoie street, on the east by the land of Marcellin Gaudreault, on the west by the lands of François Morel and Alfred Gagnon.

With buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be deducted from Items 1 and 2 all rights and servitudes in favour of "Saguenay Power Co. Ltd."

3. Another lot of land situate in the Town of St-Joseph d'Alma, county of Lake St. John, district of Roberval, designated under number fif-

sept (No 15-B-17) du Neuvième rang (R-9) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Signal.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma (Ville d'Alma), comté Lac St-Jean, district de Roberval, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS (1940), à DIX heures de l'avant-midi, de la manière suivante: Les item 1 et 2 en un seul bloc, l'item 3 séparément.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, le 14 février 1940. JOS. HARVEY.
[Première publication, le 17 février 1940]
913-7-2-o

teen-B-seventeen (No. 15-B-17) of the ninth Range (Rg. 9) on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Signal.

To be sold at the church door of the Parish of St. Joseph d'Alma (Town of Alma) county of Lake St. John, district of Roberval, on TUESDAY, the NINETEENTH day of MARCH, 1940, at TEN o'clock in the forenoon, in the following manner: Items 1 and 2 "en bloc", item 3, separately.

Sheriff's Office, JOS. HARVEY,
Roberval, February 14th, 1940. Sheriff.
[First publication, February 17th, 1940]
914-7-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } LUCIEN LARI-
No 4097. } VÉE, es-qualité,
demandeur; contre ANNE MARIE PRÉFON-
TAINÉ et EVA PRÉFONTAINE, défende-
resses.

(a) Un emplacement sis et situé au village de St-Hilaire, contenant cinquante pieds de large sur deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro huit-A de la subdivision officielle du lot originaire cent dix-sept (117-8A), et sous le numéro un A de la subdivision officielle du lot originaire cent dix-huit (118-1A), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hilaire, avec une maison et autres bâtisses y érigées.

(b) Un autre emplacement sis et situé au même lieu, contenant cinquante pieds de large sur deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, se composant du lot connu et désigné sous le numéro sept A de la subdivision officielle du lot originaire cent dix-sept (117-7A), et du lot numéro deux A de la subdivision du lot originaire cent quinze (115-2A), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hilaire.

Les dits emplacements sont bornés; au nord-ouest par le chemin public; au sud-est par J.-W. Ethier, représentant de Avila Veronneau; du côté sud-ouest par Dame Tancrède Gaboury, et du côté nord-est par Dame Thomas Henry.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Hilaire, MARDI, le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain (1940), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
St-Hyacinthe, le 5 mars 1940. JOS.-L. CORMIER.
[Première publication, le 9 mars 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } ROSE ALBA CO-
No 4101. } DERRE, épouse
se séparée de biens de Stanislas Gosselin, deman-
deresse; contre EXEAS NAPOLEON GOSSE-
LIN, défendeur.

Les lots de terre portant les numéros deux cent trente (230), deux cent trente et un (231) et deux cent trente-quatre (234) du cadastre officiel de la paroisse de St-Pie, situés sur le Petit Rang St-François.

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of St. Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } LUCIEN LARI-
No. 4097. } VEE, es-quali-
ty, plaintiff; vs ANNE MARIE PREFONTAI-
NÉ and EVA PREFONTAINE, defendants.

(a) An emplacement situate at the village of St. Hilaire, containing fifty feet in width by two hundred feet in depth, english measure, more or less, known and designated under the number eight A of the official subdivision of the original lot one hundred and seventeen (117-8A), and under number one A of the official subdivision of the original lot one hundred and eighteen (118-1-A), on the official plan and book of reference of the parish of St. Hilaire, with a house and other buildings thereon erected.

(b) Another emplacement situate at the same place, containing fifty feet in width by two hundred feet in depth, english measure and more or less, composing of lot known and designated under the number seven A of the official subdivision of the original lot one hundred and seventeen (117-7A), and of lot number two A of the subdivision of the original lot one hundred and fifteen (115-2A), on the official plan and book of reference of the parish of St. Hilaire.

The said emplacements bounded at the north-west side by the public road; at the southeast by M. J. W. Ethier, representative of Avila Veronneau; on the southwest side by Mrs. Tancrède Gaboury, and on the northeast side by Mrs. Thomas Henry.

To be sold at the parochial church door of St. Hilaire, TUESDAY, on the NINTH day of APRIL next (1940), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOS. L. CORMIER,
St. Hyacinthe, March 5th, 1940. Sheriff.
[First publication, March 9th., 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } ROSE ALBA CO-
No. 4101. } DERRE, wife
separate as to property of Stanislas Gosselin,
plaintiff; against EXEAS NAPOLEON GOSSE-
LIN, defendant.

The lots of land being numbers two hundred and thirty (230), two hundred and thirty one (231) and two hundred and thirty four (234) on the official cadastre of the parish of St. Pie, situate on "Le Petit Rang" St. François.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Pie, MERCREDI, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain (1940), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER,
St-Hyacinthe, le 5 mars 1940. 1245-10-2-o

[Première publication, le 9 mars 1940]

To be sold at the parochial church door of St. Pie, WEDNESDAY, on the TENTH day of APRIL, next (1940), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office,
St. Hyacinthe, March 5th., 1940. 1246-10-2-o

[First publication, March 9th., 1940]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 10

Index of the Quebec Official Gazette, No 10

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—	879	ADVERTISERS:—NOTICE TO:—	879
ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—		ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—	
Sieber vs von Allmen	909	Sieber vs von Allmen	909
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Les Entreprises Olympiques Limitée	910	Les Entreprises Olympiques Limitée	910
Le Syndicat des Employés de Bureau de la Compagnie Legaré Ltée	910	Le Syndicat des Employés de Bureau de la Compagnie Legaré Ltée	910
Savings and Investments Limited	910	Savings and Investments Limited	910
Ste-Cécile de Masham, munic. de	909	Ste-Cécile de Masham, munic. of	909
Syndicat des Camionneurs de la province de Québec, Inc	909	Motor Carriers' Syndicate of the Province of Quebec, Inc	909
Syndicat des Employés du Textile de Saint-Jérôme, Section de la Regent Knitting Mills	910	Syndicat des Employés du Textile de Saint-Jérôme, Section de la Regent Knitting Mills	910
BUREAU-CHEF:—		CHIEF-OFFICE:—	
Holliday Publications Limited	911	Holliday Publications Limited	911
CHARTES—ABANDON DE:—		CHARTERS—SURRENDER OF:—	
Argenteuil Limited	911	Argenteuil Limited	911
Art Process Limited	912	Art Process Limited	912
Dominion Umbrellas Limited	912	Dominion Umbrellas Limited	912
Drilling Supplies, Limited	911	Drilling Supplies, Limited	911
International Holding and Investment Co. Ltd	912	International Holding and Investment Co. Ltd	912
Jos. Lebeault, Limitée	913	Jos. Lebeault, Limitée	913
Morris Clothes Co	912	Morris Clothes Co	912
Select Realities Limited	913	Select Realities Limited	913
South Shore Forest Products Co. Ltd	912	South Shore Forest Products Co. Ltd	912
S. Rohrlick & Sons Ltd	912	S. Rohrlick & Sons Ltd	912
Styles & Designs Limited	911	Styles & Designs Limited	911
Transport du Poisson de Gaspé Ltée	913	Gaspé Fish Transportation Ltd	913
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—	
Corp. municipale et les commissaires d'é- coles de St-Simon-de-Drummond	907	Municipal Corp. and School Commis- sioners of St-Simon-de-Drummond	907
Gaudreau, Stanislas <i>et al</i>	909	Gaudreau, Stanislas <i>et al</i>	909
Joseph, Phillip	904	Joseph, Phillip	904
Munic. scolaire de la ville de La Tuque	904	School munic. of the town of La Tuque	904
Pointe-Claire, ville de	908	Pointe-Claire, town of	908
Québec, cité de	905	Quebec, city of	905
Révérands Pères du Très St-Sacrement de la ville de Shawinigan Falls	907	Reverend Fathers of The Saint-Sacrament of the city of Shawinigan Falls	907
Révérands Pères du Très St-Sacrement de la ville de Sherbrooke	907	Reverend Fathers of The Saint-Sacrament of the city of Sherbrooke	907
Salaberry de Valleyfield, cité de	906	Salaberry de Valleyfield, city of	906
Saint-Jérôme, ville de	908	Saint-Jérôme, town of	908
St-Féréol, paroisse de	904	St-Féréol, parish of	904
Succession C. St-Aubin	907	Estate of C. St-Aubin	907
Succession Dame A.-C. Aubert de Gaspé	904	Estate of Dame A.-C. Aubert de Gaspé	904
Succession Hon. Charles Wilson	908	Estate of Hon. Charles Wilson	908
The St. Paul Land Co., Ltd	905	The St. Paul Land Co., Ltd	905

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—	DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—
Lac Bouchette, munic. scolaire du village 913	Lac Bouchette, school munic. of the village 913
LETTRES PATENTES:—	LETTERS PATENT:—
Brooks-McKay Limited..... 896	Brooks-McKay Limited..... 896
Holliday Publications Limited..... 880	Holliday Publications Limited..... 880
La Clinique du Bon Secours Inc..... 883	La Clinique du Bon Secours Inc..... 883
Pamela Frocks Inc..... 884	Pamela Frocks Inc..... 884
Quebec Highway Transport Limited..... 886	Quebec Highway Transport Limited..... 886
Quyon Molybdenite Company Limited..... 889	Quyon Molybdenite Company Limited..... 889
The Beach Club, Incorporated..... 900	The Beach Club, Incorporated..... 900
Viau Corporation Limited..... 893	Viau Corporation Limited..... 893
Welding & Supplies Co. Ltd..... 894	Welding & Supplies Co. Ltd..... 894
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—	SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—
Galardo Building & Contracting Co..... 901	Galardo Building & Contracting Co..... 901
John Breakey Limited..... 901	John Breakey Limited..... 901
Lakeshore Rest Ltd..... 903	Lakeshore Rest Ltd..... 903
La Laiterie Frontenac, Limitée..... 903	La Laiterie Frontenac, Limitée..... 903
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—	DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—
La Coopérative de Lait et Crème St-An- toine..... 914	La Coopérative de Lait et Crème St-An- toine..... 914
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—	DEPARTMENT OF LABOUR:—
Canadian Car & Foundry Co., Ltd (Cor- rection)..... 914	Canadian Car & Foundry Co., Ltd (Cor- rection)..... 914
Industrie de la chaussure..... 914	Shoe industry..... 914
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est..... 914	Building industry of the district of Eastern Townships..... 914
Industrie des gants de travail..... 915	Working glove industry..... 915
MINUTES DE NOTAIRES:—	NOTARIAL MINUTES:—
Beauchemin, Emile..... 921	Beauchemin, Emile..... 921
Cholette, Edouard..... 920	Cholette, Edouard..... 920
Hutcheson, J.-H..... 920	Hutcheson, J.-H..... 920
Lussier, Charlemagne..... 921	Lussier, Charlemagne..... 921
Tremblay, J.-Almas, en faveur de..... 921	Tremblay, J.-Almas, in favour of..... 921
NOMINATIONS:—	APPOINTMENTS:—
Diverses..... 921	Miscellaneous..... 921
ORDRE DE COUR:—	RULE OF COURT:—
White vs Shulman..... 922	White vs Shulman..... 922
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:—	SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—
Canadian Pacific Express Company..... 923	Canadian Pacific Express Company..... 923
VENTES POUR TAXES:—	SALES FOR TAXES:—
Cap-de-la-Madeleine, cité du..... 923	Cap-de-la-Madeleine, city of..... 923
Laval-sur-le-Lac, ville de..... 924	Laval-sur-le-Lac, town of..... 924
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—	SHERIFFS' SALES:—
ABITIBI:—	ABITIBI:—
Syndics de la paroisse de St-Philippe de La Reine vs Levesque..... 924	Trustees of the parish of St-Philippe de La Reine vs Levesque..... 924
ARTHABASKA:—	ARTHABASKA:—
Côté vs Simoneau..... 925	Côté vs Simoneau..... 925
BEAUCE:—	BEAUCE:—
La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Gilbert..... 926	The Canadian Farm Loan Board vs Gil- bert..... 926

JOLIETTE:—

Pelletier vs Simard	926
Robitaille vs Majeau	926

KAMOURASKA:—

Dumais vs Beaulieu	927
--------------------------	-----

MONTREAL:—

Canada Packers Limited vs Aubertin <i>et al</i>	928
La Caisse Populaire de Ste-Clotilde de Montréal vs L'Archevêque <i>et vir.</i>	928
Paterson vs Holt	927

RICHELIEU:—

Brouillard vs Pelletier	929
Cotnoir vs Petrin	929

ROBERVAL:—

Gagnon & Frères de Roberval Ltée vs Du- chesne	930
---	-----

SAINT-HYACINTHE:—

Coderre vs Gosselin	931
Larivée vs Préfontaine <i>et al.</i>	931

JOLIETTE:—

Pelletier vs Simard	926
Robitaille vs Majeau	926

KAMOURASKA:—

Dumais vs Beaulieu	927
--------------------------	-----

MONTREAL:—

Canada Packers Limited vs Aubertin <i>et al</i>	928
La Caisse Populaire de Ste-Clotilde de Montréal vs L'Archevêque <i>et vir.</i>	928
Paterson vs Holt	927

RICHELIEU:—

Brouillard vs Pelletier	929
Cotnoir vs Petrin	929

ROBERVAL:—

Gagnon & Frères de Roberval Ltée vs Du- chesne	930
---	-----

SAINT-HYACINTHE:—

Coderre vs Gosselin	931
Larivée vs Préfontaine <i>et al.</i>	931